



DEMANDE DE PROPOSITION / REQUEST FOR PROPOSAL

<p>Retourner les soumissions à : / Return Bids to:</p> <p>Environnement Canada / Environment Canada/</p> <p>Direction générale des biens, de l'approvisionnement / Assets, Contracting Directorate/</p> <p>800 rue de la Gauchetière Ouest, bureau 7810 Montréal (Québec) H5A 1L9</p> <p><u>Attn</u> : Marie-Christine Blais, Agent d'approvisionnement / Procurement Officer</p>	<p>Sujet / Title : Services d'Analyses / Analytical Services</p>	<p>Date :10 juin 2014 / June 10, 2014</p>
	<p>N° de l'invitation / Solicitation N°</p> <p>KW405-14-5716</p>	
	<p>L'invitation prend fin / Solicitation closes</p> <p>À / at : 14h00 Heure locale / Local time zone</p> <p>Le / on : 22 JUILLET 2014 / JULY 22 2014</p>	
	<p>Destination des biens et services / Destination of Goods and Services :</p> <p>Environnement Canada / Environment Canada</p>	
	<p>Adresser toute demande de renseignements à / Address Inquiries to :</p> <p>Marie-Christine Blais, Agent d'approvisionnement</p>	
	<p>No. de Téléphone</p> <p>(514) 496-1929</p>	
	<p>Raison sociale et adresse du fournisseur / Company's name and address :</p>	
	<p>Signature :</p>	



TABLE DES MATIÈRES / TABLE OF CONTENTS

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX /

PART 1 - GENERAL INFORMATION

1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ / SECURITY REQUIREMENT
2. TITRE / TITLE
3. OBJET / SUBJECT
4. ÉNONCÉ DES TRAVAUX / STATEMENT OF WORK
5. COMPTE RENDU / DEBRIEFINGS

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES /

PART 2 - BIDDERS INSTRUCTIONS

1. INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS / INSTRUCTIONS, CLAUSES AND CONDITIONS
2. PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS / SUBMISSIONS OF BIDS
3. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS EN PÉRIODE DE SOUMISSION / ENQUIRIES – BID SOLICITATION
4. LOIS APPLICABLES / APPLICABLE LAWS
5. ANCIEN FONCTIONNAIRE / FORMER PUBLIC SERVANT

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

PART 3 – BID PREPARATION INSTRUCTIONS

1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS / BID PREPARATION INSTRUCTIONS

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

PART 4 – EVALUATION PROCEDURES AND BASIS OF SELECTION

1. PROCÉDURES D'ÉVALUATION / EVALUATION PROCEDURES
2. MÉTHODE DE SÉLECTION / BASIS OF SELECTION

PARTIE 5 – ATTESTATION /

PART 5 – CERTIFICATION

1. ATTESTATIONS OBLIGATOIRES AVEC LA SOUMISSION / MANDATORY CERTIFICATIONS REQUIRED WITH BID

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT /

PART 6 – RESULTING CONTRACT CLAUSES

1. ÉNONCÉ DES TRAVAUX / STATEMENT OF WORK
2. AUTORISATION DE TÂCHES / TASK AUTHORIZATION
3. PÉRIODE DU CONTRAT / TERME OF CONTRACT
4. RESPONSABLES / AUTHORITIES



5. BASE DE PAIEMENT – PRIX UNITAIRES FERMES AUTORISATION DE TÂCHES / BASIS OF PAYMENT – FIRM UNIT PRICES – TASK AUTHORIZATION
6. MODALITÉ DE PAIEMENT - MENSUEL / TERM OF PAYMENT
7. INSPECTION ET ACCEPTATION / INSPECTION AND ACCEPTANCE
8. Taxes
9. ATTESTATIONS / CERTIFICATIONS
10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / INTELLECTUAL PROPERTY
11. MARCHANDISES DANGEREUSES – PRODUITS DANGEREUX / HAZARDOUS PRODUCT
12. TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES / SHIPMENT OF HAZARDOUS MATERIALS
13. ASSURANCES / INSURANCE

LISTES DES ANNEXES / ANNEX LIST

ANNEXE « A » / ANNEX « A » :	ÉNONCÉ DES TRAVAUX / STATEMENT OF WORK
ANNEXE « A1 » / ANNEX « A1 » :	/ DETECTION LIMITS
ANNEXE « B » / ANNEX « B » :	CRITÈRES D'ÉVALUATION / EVALUATION CRITERIA
ANNEXE « C » / ANNEX « C » :	PROPOSITION FINANCIÈRE / FINANCIAL PROPOSAL
ANNEXE « C1 » / ANNEX « C1 » :	BASE DE PAIEMENT / BASIS OF PAYMENT
ANNEXE « D » / ANNEX « D » :	ATTESTATION ANCIEN FONCTIONNAIRE – BESOINS CONCURRENTIELS / FORMER PUBLIC SERVANT CERTIFICATION – COMPETITIVE REQUIREMENT



PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX /

PART 1 - GENERAL INFORMATION

1. SÉCURITÉ / SECURITY

<p>Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.</p>	<p>There is no security requirement associated with this bid solicitation.</p>
---	--

2. TITRE / TITLE

<p>Fournir des services d'analyse pour la résine, de sédiments ou d'échantillons d'eau pour la Division du monitoring et surveillance de la Qualité de l'eau d'Environnement Canada à Burlington (On).</p>	<p>Provide analytical Services for resin, sediment or water samples for Environment Canada's Water Quality Monitoring and Surveillance Branch, in Burlington (On)</p>
--	---

3. OBJET / SUBJECT

<p>Le mandat est de fournir des services d'analyse de résine, de sédiments ou d'échantillon d'eau, conformément à l'annexe «A», au fur et à mesure des besoins pour Environnement Canada, Burlington, Ontario.</p>	<p>The mandate is to provide analytical services for resin, sediment or water sample, in accordance with Annex « A », on an as and when requested basis by Environment Canada, Burlington , Ontario.</p>
--	--

4. ÉNONCÉ DES TRAVAUX / STATEMENT OF WORK

<p>Le soumissionnaire doit exécuter les travaux conformément à l'Énoncé des travaux qui se trouve à l'Annexe « A ».</p>	<p>The bidder shall execute the work in accordance with the Statement of Work located in Annex « A ».</p>
---	---

5. COMPTE RENDU / DEBRIEFINGS

<p>Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.</p>	<p>After contract award, bidders may request a debriefing on the results of the bid solicitation process. Bidders should make the request to the Contracting Authority within 15 working days of receipt of the results of the bid solicitation process. The debriefing may be in writing, by telephone or in person.</p>
---	---



PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES /

PART 2 - BIDDERS INSTRUCTIONS

1. INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES / STANDARD INSTRUCTIONS, CLAUSES AND CONDITIONS

<p>Définition de soumissionnaire</p> <p>Le terme « soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une soumission pour l'exécution d'un contrat de biens, de services ou les deux. Le terme ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants.</p>	<p>Definition of Bidder</p> <p>"Bidder" means the person or entity (or, in the case of a joint venture, the persons or entities) submitting a bid to perform a contract for goods, services or both. It does not include the parent, subsidiaries or other affiliates of the Bidder, or its subcontractors.</p>
--	--

<p>Présentation des soumissions</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Canada exige que chaque soumission, à la date et à l'heure de clôture ou sur demande de l'autorité contractante, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si une soumission est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme à l'article Coentreprise. 2. Il appartient au soumissionnaire : <ol style="list-style-type: none"> a. de demander des précisions sur les exigences contenues dans la demande de soumissions, au besoin, avant de déposer sa soumission; b. de préparer sa soumission conformément aux instructions contenues dans la demande de soumissions; c. de déposer une soumission 	<p>Submissions of Bids</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Canada requires that each bid, at closing date and time or upon request from the Contracting Authority, be signed by the Bidder or by an authorized representative of the Bidder. If a bid is submitted by a joint venture, it must be in accordance with Joint Venture. 2. It is the Bidder's responsibility to: <ol style="list-style-type: none"> a. obtain clarification of the requirements contained in the bid solicitation, if necessary, before submitting a bid; b. prepare its bid in accordance with the instructions contained in the bid solicitation; c. submit by closing date and time a complete bid; d. send its bid only to the
---	--



<p>complète au plus tard à la date et à l'heure de clôture;</p> <p>d. de faire parvenir sa soumission uniquement à l'adresse indiquée dans la demande de soumissions.</p> <p>e. de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, l'adresse de l'expéditeur, le numéro de la demande de soumissions ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement indiqués sur l'enveloppe ou le colis renfermant la soumission; et</p> <p>f. de fournir une soumission claire et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés concernant les prix, afin de permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la demande de soumissions.</p> <p>3. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes de soumissions et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande de soumissions ou des</p>	<p>address specified in the bid solicitation.</p> <p>e. ensure that the Bidder's name, return address, the bid solicitation number, and bid solicitation closing date and time are clearly visible on the envelope or the parcel(s) containing the bid; and,</p> <p>f. provide a comprehensible and sufficiently detailed bid, including all requested pricing details, that will permit a complete evaluation in accordance with the criteria set out in the bid solicitation.</p> <p>3. If Canada has provided bidders with multiple formats of a document (for example, a document may be downloaded through the Government Electronic Tendering Service (GETS) but may also be made available on CD-ROM through GETS), the format downloaded through GETS will take precedence. If Canada posts an amendment to the bid solicitation revising any documents provided to bidders in multiple formats, Canada will not necessarily</p>
--	--



<p>documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement au soumissionnaire de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part du soumissionnaire à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.</p> <p>4. Les soumissions seront valables pendant au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions, à moins d'avis contraire dans la demande de soumissions. Le Canada se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de cette période à tous les soumissionnaires qui déposent des soumissions recevables, dans un délai d'au moins trois (3) jours avant la fin de la période de validité des soumissions. Si tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables acceptent de prolonger cette période, le Canada continuera d'évaluer les soumissions. Si cette prolongation n'est pas acceptée par tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables, le Canada, à sa seule et entière discrétion, continuera d'évaluer les soumissions des soumissionnaires qui auront accepté la prolongation ou annulera la demande de</p>	<p>update all formats to reflect these revisions. It is the Bidder's responsibility to ensure that revisions made through any bid solicitation amendment issued through GETS are taken into account in the alternate formats it uses of bid solicitation documents.</p> <p>4. Bids will remain open for acceptance for a period of not less than sixty (60) days from the closing date of the bid solicitation, unless specified otherwise in the bid solicitation. Canada reserves the right to seek an extension of the bid validity period from all responsive bidders in writing, within a minimum of three (3) days before the end of the bid validity period. If the extension is accepted by all responsive bidders, Canada will continue with the evaluation of the bids. If the extension is not accepted by all responsive bidders, Canada will, at its sole discretion, either continue with the evaluation of the bids of those who have accepted the extension or cancel the solicitation.</p> <p>5. Bid documents and supporting information may be submitted in either English or French.</p>
---	--



<p>soumissions.</p> <ol style="list-style-type: none">5. Les documents de soumission et les renseignements à l'appui peuvent être présentés en français en anglais.6. Les soumissions reçues à la date et à l'heure de clôture stipulées ou avant deviendront la propriété du Canada et ne seront pas retournées à leur expéditeur. Toutes les soumissions seront traitées comme des documents confidentiels, sous réserve des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information (L.R., 1985, ch. A-1) et de la Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R., 1985, ch. P-21).7. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, le Canada évaluera uniquement la documentation qui accompagnera la soumission du soumissionnaire. Le Canada n'évaluera pas l'information telle les renvois à des adresses de sites Web où l'on peut trouver de l'information supplémentaire, ou les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas la soumission.8. Une soumission ne peut pas être cédée ou transférée, que ce soit en tout ou en partie.	<ol style="list-style-type: none">6. Bids received on or before the stipulated bid solicitation closing date and time will become the property of Canada and will not be returned. All bids will be treated as confidential, subject to the provisions of the Access to Information Act (R.S. 1985, c. A-1) and the Privacy Act (R.S., 1985, c. P-21).7. Unless specified otherwise in the bid solicitation, Canada will evaluate only the documentation provided with a bidder's bid. Canada will not evaluate information such as references to Web site addresses where additional information can be found, or technical manuals or brochures not submitted with the bid.8. A bid cannot be assigned or transferred in whole or in part.
--	--

<p>Soumissions déposés en retard</p> <p>Environnement Canada renverra les soumissions livrées après la date et l'heure de clôture stipulées, à moins que ces soumissions ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées ci-dessous.</p>	<p>Late Bids</p> <p>Environment Canada will return bids delivered after the stipulated bid solicitation closing date and time, unless they qualify as a delayed bid as described below.</p>
--	--



Soumissions retardées

1. Une soumission livrée au module de réception des soumissions désigné après la date et l'heure de clôture, mais avant l'attribution du contrat, peut être prise en considération, à condition que le soumissionnaire puisse prouver que le retard est dû uniquement à un délai de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. On ne considère pas que Purolator Inc. fait partie de la SCP pour l'application de cet article sur les soumissions retardées. Les seules preuves acceptées pour justifier un retard dû au service de la SCP sont les suivantes :
 - a. un timbre à date d'oblitération de la SCP; ou
 - b. un connaissance de Messageries prioritaires de la SCP; ou
 - c. une étiquette Xpresspost de la SCP
2. qui indique clairement que la soumission a été postée avant la date de clôture.
3. EC n'acceptera pas les soumissions qui sont reçues en retard en raison d'une erreur d'acheminement, du volume de trafic, de perturbations atmosphériques, de conflits du travail ou d'autres motifs.
4. Le timbre de machine à affranchir, qu'il soit apposé par le soumissionnaire, la SCP ou le service postal d'un pays étranger, ne constitue pas une preuve que la

Delayed Bids

1. A bid delivered to the specified bid receiving unit after the closing date and time but before the contract award date may be considered, provided the bidder can prove the delay is due solely to a delay in delivery that can be attributed to the Canada Post Corporation (CPC) (or national equivalent of a foreign country). Purolator Inc. is not considered to be part of CPC for the purposes of delayed bids. The only pieces of evidence relating to a delay in the CPC system that are acceptable are:
 - a. a CPC cancellation date stamp; or
 - b. a CPC Priority Courier bill of lading; or
 - c. a CPC Xpresspost label
2. that clearly indicates that the bid was mailed before the bid closing date.
3. Misrouting, traffic volume, weather disturbances, labour disputes or any other causes for the late delivery of bids are not acceptable reasons for the bid to be accepted by EC.
4. Postage meter imprints, whether imprinted by the Bidder, the CPC or the postal authority outside



soumission a été expédiée à temps.	Canada, are not acceptable as proof of timely mailing.
------------------------------------	--

<p>Capacité juridique</p> <p>Le soumissionnaire doit avoir la capacité juridique de contracter. Si le soumissionnaire est une entreprise à propriétaire unique, une société de personnes ou une personne morale, il doit fournir, à la demande de l'autorité contractante, une déclaration et toutes les pièces justificatives demandées indiquant les lois en vertu desquelles son entreprise est incorporée ou enregistrée, ainsi que sa dénomination sociale et son lieu d'affaires. Ce qui précède s'applique également si le soumissionnaire est une coentreprise.</p>	<p>Legal Capacity</p> <p>The Bidder must have the legal capacity to contract. If the Bidder is a sole proprietorship, a partnership or a corporate body, the Bidder must provide, if requested by the Contracting Authority, a statement and any requested supporting documentation indicating the laws under which it is registered or incorporated together with the registered or corporate name and place of business. This also applies to bidders submitting a bid as a joint venture.</p>
--	---

<p>Droits du Canada</p> <p>Le Canada se réserve le droit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de rejeter l'une quelconque ou la totalité des soumissions reçues en réponse à la demande de soumissions; b) de négocier avec les soumissionnaires n'importe quel aspect de leur soumission; c) d'accepter une soumission en totalité ou en partie, sans négociation; d) d'annuler la demande de soumissions à n'importe quel moment; e) d'émettre de nouveau la demande de soumissions; 	<p>Rights of Canada</p> <p>Canada reserves the right to:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) reject any or all bids received in response to the bid solicitation; b) enter into negotiations with bidders on any or all aspects of their bids; c) accept any bid in whole or in part without negotiations; d) cancel the bid solicitation at any time; e) reissue the bid solicitation; f) if no responsive bids are received and the requirement is not substantially modified, reissue the bid solicitation by inviting only the bidders who bid to resubmit bids within a period designated by
---	--



<p>f) si aucune soumission recevable n'est reçue et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, d'émettre de nouveau la demande de soumissions en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont soumissionné, à soumissionner de nouveau dans un délai indiqué par le Canada; et</p> <p>g) de négocier avec le seul soumissionnaire qui a déposé une soumission recevable pour s'assurer que le Canada profitera du meilleur rapport qualité/prix.</p>	<p>Canada; and,</p> <p>g) negotiate with the sole responsive Bidder to ensure best value to Canada.</p>
--	---

<p>Rejet d'une soumission</p> <p>1. Le Canada peut rejeter une soumission dans l'un des cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le soumissionnaire est assujetti à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs, ce qui le rend inadmissible pour déposer une soumission pour répondre au besoin; b. un employé ou un sous-traitant proposé dans la soumission est soumis à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs, ce qui rendrait l'employé ou un sous-traitant inadmissible pour déposer une soumission pour répondre au besoin ou à la partie du besoin que l'employé ou le sous-traitant exécuterait; 	<p>Rejection of Bid</p> <p>1. Canada may reject a bid where any of the following circumstances is present:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. the Bidder is subject to a Vendor Performance Corrective Measure, under the Vendor Performance Corrective Measure Policy, which renders the Bidder ineligible to bid on the requirement; b. an employee, or subcontractor included as part of the bid, is subject to a Vendor Performance Corrective Measure, under the Vendor Performance Corrective Measure Policy, which would render that employee or subcontractor ineligible to bid on the requirement, or the portion of the requirement the
--	---



<p>c. le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée;</p> <p>d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées, à la satisfaction du Canada, à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant proposé dans la soumission;</p> <p>e. des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;</p> <p>f. dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :</p> <p> i. le Canada a exercé ses recours contractuels de suspension ou de résiliation pour inexécution à l'égard d'un contrat attribué au soumissionnaire ou à l'un quelconque de ses employés ou sous-traitants proposés dans la soumission;</p> <p> ii. le Canada détermine que le rendement du</p>	<p>employee or subcontractor is to perform;</p> <p>c. the Bidder is bankrupt or where, for whatever reason, its activities are rendered inoperable for an extended period;</p> <p>d. evidence, satisfactory to Canada, of fraud, bribery, fraudulent misrepresentation or failure to comply with any law protecting individuals against any manner of discrimination, has been received with respect to the Bidder, any of its employees or any subcontractor included as part of the bid;</p> <p>e. evidence satisfactory to Canada that based on past conduct or behavior, the Bidder, a subcontractor or a person who is to perform the Work is unsuitable or has conducted himself/herself improperly;</p> <p>f. with respect to current or prior transactions with the Government of Canada:</p> <p> i. Canada has exercised its contractual remedies of suspension or termination for default with respect to a contract with the Bidder, any</p>
--	--



<p>soumissionnaire en vertu d'autres contrats, notamment l'efficacité et la qualité dans l'exécution des travaux, ainsi que la mesure dans laquelle le soumissionnaire a respecté les clauses et les conditions contractuelles dans l'exécution des travaux, est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.</p> <p>2. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission pour des motifs tels que ceux exposés à l'alinéa 1(f), l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.</p> <p>3. Le Canada se réserve le droit de procéder à un examen plus approfondi, en particulier lorsque plusieurs soumissions provenant d'un seul soumissionnaire ou d'une coentreprise sont reçues en réponse à une demande de soumissions. Le Canada se réserve le droit :</p> <p>a. de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des soumissions présentées par un seul soumissionnaire ou par une coentreprise si l'inclusion de ces soumissions dans le processus d'évaluation risque de compromettre l'intégrité et</p>	<p>of its employees or any subcontractor included as part of the bid;</p> <p>ii. Canada determines that the Bidder's performance on other contracts, including the efficiency and workmanship as well as the extent to which the Bidder performed the Work in accordance with contractual clauses and conditions, is sufficiently poor to jeopardize the successful completion of the requirement being bid on.</p> <p>2. Where Canada intends to reject a bid pursuant to a provision of subsection 1. (f), the Contracting Authority will so inform the Bidder and provide the Bidder ten (10) days within which to make representations, before making a final decision on the bid rejection.</p> <p>3. Canada reserves the right to apply additional scrutiny, in particular, when multiple bids are received in response to a bid solicitation from a single bidder or a joint venture. Canada reserves the right to:</p> <p>a. reject any or all of the bids submitted by a single bidder or joint</p>
---	--



<p>l'impartialité du processus;</p> <p>b. de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des soumissions présentées par un seul soumissionnaire ou une coentreprise si l'inclusion de ces soumissions dans le processus d'approvisionnement risque de fausser les résultats de l'évaluation, menant à des résultats qui n'auraient pas raisonnablement été attendus dans les conditions existantes du marché ou qui n'offrent pas un bon rapport qualité-prix pour le Canada.</p>	<p>venture if their inclusion in the evaluation has the effect of prejudicing the integrity and fairness of the process, or;</p> <p>b. reject any or all of the bids submitted by a single bidder or joint venture if their inclusion in the procurement process would distort the solicitation evaluation, and would cause a result that would not reasonably have been expected under prevailing market conditions and/or would not provide good value to Canada.</p>
---	---

<p>Communications en période de soumission</p> <p>Afin d'assurer l'intégrité du processus d'appel à la concurrence, toutes les demandes de renseignements, et autres communications ayant trait à la demande de soumissions doivent être adressées uniquement à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande soumissions. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.</p> <p>Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, les demandes de renseignements importantes reçues, ainsi que les réponses à ces demandes, seront fournies simultanément à tous les soumissionnaires qui auront reçu la</p>	<p>Communications - Solicitation Period</p> <p>To ensure the integrity of the competitive bid process, enquiries and other communications regarding the bid solicitation must be directed only to the Contracting Authority identified in the bid solicitation. Failure to comply with this requirement may result in the bid being declared non-responsive.</p> <p>To ensure consistency and quality of information provided to bidders, significant enquiries received and the replies to such enquiries will be provided simultaneously to bidders to which the bid solicitation has been sent, without revealing the sources of the enquiries.</p>
---	--



demande de soumissions sans que le nom de l'auteur des demandes de renseignements soit mentionné	
--	--

<p>Justification des prix</p> <p>Lorsque la soumission d'un soumissionnaire est la seule soumission déclarée recevable, le soumissionnaire doit fournir, à la demande du Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier le prix :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste de prix publiée courante, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au Canada; ou b) une copie des factures payées pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux vendus à d'autres clients; ou c) une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'oeuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les frais généraux des services techniques et des installations, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, etc., et le bénéfice; ou d) des attestations de prix ou de taux; ou e) toutes autres pièces justificatives demandées par le Canada. 	<p>Price Justification</p> <p>In the event that the Bidder's bid is the sole responsive bid received, the Bidder must provide, on Canada's request, one or more of the following price justification:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) a current published price list indicating the percentage discount available to Canada; or b) a copy of paid invoices for the like quality and quantity of the goods, services or both sold to other customers; or c) a price breakdown showing the cost of direct labour, direct materials, purchased items, engineering and plant overheads, general and administrative overhead, transportation, etc., and profit; or d) price or rate certifications; or e) any other supporting documentation as requested by Canada.
--	---

<p>Coûts relatifs aux soumissions</p> <p>Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une soumission en réponse</p>	<p>Bid Costs</p> <p>No payment will be made for costs incurred in the preparation and submission of a bid in response to the bid solicitation. Costs associated with</p>
---	---



à la demande de soumissions. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une soumission, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa soumission	preparing and submitting a bid, as well as any costs incurred by the Bidder associated with the evaluation of the bid, are the sole responsibility of the Bidder
---	--

Déroulement de l'évaluation	Conduct of Evaluation
<p>1. Lorsque le Canada évalue les soumissions, il peut, sans toutefois y être obligé, effectuer ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none">a. demander des précisions ou vérifier l'exactitude de certains renseignements ou de tous les renseignements fournis par les soumissionnaires relatifs à la demande de soumissions;b. communiquer avec l'une ou toutes les personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les soumissionnaires;c. demander, avant l'attribution d'un contrat, des renseignements précis sur la situation juridique des soumissionnaires;d. examiner les installations, les capacités techniques, administratives et financières des soumissionnaires pour déterminer s'ils sont en mesure de répondre aux exigences énoncées dans la demande de soumissions;e. corriger toute erreur dans	<p>1. In conducting its evaluation of the bids, Canada may, but will have no obligation to, do the following:</p> <ul style="list-style-type: none">a. seek clarification or verification from bidders regarding any or all information provided by them with respect to the bid solicitation;b. contact any or all references supplied by bidders to verify and validate any information submitted by them;c. request, before award of any contract, specific information with respect to bidders' legal status;d. conduct a survey of bidders' facilities and/or examine their technical, managerial, and financial capabilities to determine if they are adequate to meet the requirements of the bid solicitation;e. correct any error in the extended pricing of bids by using unit pricing and any error in quantities in bids to reflect the quantities stated in the bid solicitation; in the case of error in the extension of prices, the



<p>le calcul des prix totaux des soumissions en utilisant les prix unitaires et toute erreur de quantités indiquées dans les soumissions en fonction des quantités précisées dans la demande de soumissions; en cas d'erreur dans le calcul des prix, le prix unitaire sera retenu.</p> <p>f. vérifier tous les renseignements fournis par les soumissionnaires en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers;</p> <p>g. interviewer, aux propres frais des soumissionnaires, tout soumissionnaire et(ou) une ou des personnes qu'ils proposent pour répondre aux exigences de la demande de soumissions.</p> <p>2. Les soumissionnaires disposeront du nombre de jours établi par l'autorité contractante pour se conformer à la demande concernant tout item ci-haut mentionné. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable</p>	<p>unit price will govern.</p> <p>f. verify any information provided by bidders through independent research, use of any government resources or by contacting third parties;</p> <p>g. interview, at the sole costs of bidders, any bidder and/or any or all of the resources proposed by bidders to fulfill the requirement of the bid solicitation.</p> <p>2. Bidders will have the number of days specified in the request by the Contracting Authority to comply with any request related to any of the above items. Failure to comply with the request may result in the bid being declared non-responsive.</p>
---	---

<p>Coentreprise</p> <p>1. Une coentreprise est une association d'au moins deux parties qui regroupent leurs fonds,</p>	<p>Joint Venture</p> <p>1. A joint venture is an association of two or more parties who combine their money, property,</p>
---	---



<p>leurs biens, leurs connaissances, leur expertise ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, parfois appelé consortium, pour déposer ensemble une soumission pour un besoin. Les soumissionnaires qui soumissionnent à titre de coentreprise doivent indiquer clairement qu'ils forment une coentreprise et fournir les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nom de chaque membre de la coentreprise;b. le numéro d'entreprise-approvisionnement de chaque membre de la coentreprise;c. le nom du représentant de la coentreprise, c'est-à-dire le membre choisi par les autres membres pour les représenter, s'il y a lieu;d. le nom de la coentreprise, s'il y a lieu. <p>2. Si les renseignements contenus dans la soumission ne sont pas clairs, le soumissionnaire devra fournir les renseignements à la demande de l'autorité contractante.</p> <p>3. La soumission et tout contrat subséquent doivent être signés par tous les membres de la coentreprise à moins qu'un membre ait été nommé pour représenter tous les membres de la coentreprise. L'autorité contractante peut, en tout temps, demander à chaque membre de la coentreprise de confirmer que le représentant a reçu les pleins</p>	<p>knowledge, expertise or other resources in a single joint business enterprise, sometimes referred as a consortium, to bid together on a requirement. Bidders who bid as a joint venture must indicate clearly that it is a joint venture and provide the following information:</p> <ul style="list-style-type: none">a. the name of each member of the joint venture;b. the Procurement Business Number of each member of the joint venture;c. the name of the representative of the joint venture, i.e. the member chosen by the other members to act on their behalf, if applicable;d. the name of the joint venture, if applicable. <p>2. If the information is not clearly provided in the bid, the Bidder must provide the information on request from the Contracting Authority.</p> <p>3. The bid and any resulting contract must be signed by all the members of the joint venture unless one member has been appointed to act on behalf of all members of the joint venture. The Contracting Authority may, at any time, require each member of the joint venture to confirm that the representative has been appointed with full authority to act as its representative for the purposes of the bid solicitation and any resulting contract. If a contract is awarded to a joint venture, all members of the joint</p>
--	---



<p>pouvoirs pour agir à titre de représentant pour les fins de la demande de soumissions et tout contrat subséquent. Si un contrat est attribué à une coentreprise, tous ses membres seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat subséquent.</p>	<p>venture will be jointly and severally or solidarity liable for the performance of any resulting contract.</p>
---	--

<p>Conflit d'intérêts / Avantage indu</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes : <ol style="list-style-type: none"> a. le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de soumissions ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts. b. le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de soumissions qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu. 2. Le Canada ne considère pas, qu'en 	<p>Conflict of Interest - Unfair Advantage</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. In order to protect the integrity of the procurement process, bidders are advised that Canada may reject a bid in the following circumstances: <ol style="list-style-type: none"> a. if the Bidder, any of its subcontractors, any of their respective employees or former employees was involved in any manner in the preparation of the bid solicitation or in any situation of conflict of interest or appearance of conflict of interest; b. if the Bidder, any of its subcontractors, any of their respective employees or former employees had access to information related to the bid solicitation that was not available to other bidders and that would, in Canada's opinion, give or appear to give the Bidder an unfair advantage. 2. The experience acquired by a bidder who is providing or has provided the goods and services described in the bid solicitation
--	--



<p>soi, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande de soumissions (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujetti aux critères énoncés plus haut.</p> <p>3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande de soumissions. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.</p>	<p>(or similar goods or services) will not, in itself, be considered by Canada as conferring an unfair advantage or creating a conflict of interest. This bidder remains however subject to the criteria established above.</p> <p>3. Where Canada intends to reject a bid under this section, the Contracting Authority will inform the Bidder and provide the Bidder an opportunity to make representations before making a final decision. Bidders who are in doubt about a particular situation should contact the Contracting Authority before bid closing. By submitting a bid, the Bidder represents that it does not consider itself to be in conflict of interest nor to have an unfair advantage. The Bidder acknowledges that it is within Canada's sole discretion to determine whether a conflict of interest, unfair advantage or an appearance of conflict of interest or unfair advantage exists.</p>
--	---

<p>Intégralité de l'ensemble du besoin</p> <p>Les documents de demande de soumissions comprennent l'ensemble des exigences se rapportant à la demande de soumissions. Toute autre information ou tout autre document fourni au soumissionnaire ou obtenu par lui auprès</p>	<p>Entire Requirement</p> <p>The bid solicitation documents contain all the requirements relating to the bid solicitation. Any other information or documentation provided to or obtained by a bidder from any source are not relevant. Bidders should not assume that</p>
--	---



<p>de qui que ce soit n'est pas pertinent. Les soumissionnaires ne devraient pas présumer que des pratiques utilisées dans des contrats antérieurs vont continuer, à moins qu'elles soient décrites dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires ne devraient pas non plus présumer que leurs capacités actuelles rencontrent les exigences de la demande de soumissions simplement parce qu'elles rencontraient des exigences antérieures.</p>	<p>practices used under previous contracts will continue, unless they are described in the bid solicitation. Bidders should also not assume that their existing capabilities meet the requirements of the bid solicitation simply because they have met previous requirements.</p>
---	--

<p>Autres renseignements</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour obtenir d'autres renseignements, les soumissionnaires peuvent s'adresser à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions. • Les demandes de renseignements concernant la réception des soumissions peuvent être adressées à l'autorité contractante dont le nom figure dans la demande de soumissions. 	<p>Further Information</p> <ul style="list-style-type: none"> • For further information, bidders may contact the Contracting Authority identified in the bid solicitation. • For bid solicitations enquiries concerning receipt of bids may be addressed to the Contracting Authority identified in the bid solicitation.
---	--

2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS/ SUBMISSIONS OF BIDS

<p>Les soumissions doivent être présentées uniquement au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.</p> <p><i>En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou courriel ne seront pas acceptées.</i></p>	<p>Bids must be submitted only by the date, time and place indicated on page 1 of the bid solicitation.</p> <p><i>Due to the nature of the bid solicitation, bids transmitted by facsimile or e-mail will not be accepted.</i></p>
---	---

2.1 AMÉLIORATIONS APPORTÉS AUX BESOINS PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSION/ IMPROVEMENT OF REQUIREMENT DURING SOLICITATION PERIOD

<p>Les soumissionnaires qui estiment qu'ils</p>	<p>Should bidders consider that the</p>
---	---



<p>peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard dix (10) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.</p>	<p>specifications or Statement of Work contained in the bid solicitation could be improved technically or technologically, bidders are invited to make suggestions, in writing, to the Contracting Authority named in the bid solicitation. Bidders must clearly outline the suggested improvement as well as the reason for the suggestion. Suggestions that do not restrict the level of competition nor favour a particular bidder will be given consideration provided they are submitted to the Contracting Authority at least ten (10) days before the bid closing date. Canada will have the right to accept or reject any or all suggestions.</p>
--	--

3 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS EN PÉRIODE DE SOUMISSION / ENQUIRIES – BID SOLICITATION

<p>Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.</p>	<p>All enquiries must be submitted in writing to the Contracting Authority no later than seven (7) calendar days before the bid closing date. Enquiries received after that time may not be answered.</p>
<p>Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans</p>	<p>Bidders should reference as accurately as possible the numbered item of the bid solicitation to which the enquiry relates. Care should be taken by bidders to explain each question in sufficient detail in order to enable Canada to provide an accurate answer. Technical enquiries that are of a proprietary nature must be clearly marked "proprietary" at each relevant item. Items identified as "proprietary" will be treated as such except where Canada determines that the enquiry is not of a proprietary nature. Canada may edit the questions or may request that the Bidder do so, so that</p>



<p>les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.</p>	<p>the proprietary nature of the question is eliminated, and the enquiry can be answered with copies to all bidders. Enquiries not submitted in a form that can be distributed to all bidders may not be answered by Canada.</p>
---	--

4. LOIS APPLICABLES / APPLICABLE LAWS

<p>Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de l'Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.</p>	<p>Any resulting contract must be interpreted and governed, and the relations between the parties determined, by the laws in force in the Province of Ontario.</p>
<p>À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.</p>	<p>The bidders may, at their discretion, substitute the applicable laws of a Canadian province or territory of their choice without affecting the validity of their bid, deleting the name of the Canadian province or territory specified and inserting the name of the Canadian province or territory of their choice. If no change is made, the bidders acknowledge that the applicable laws specified are acceptable to them.</p>

5. ANCIEN FONCTIONNAIRE / FORMER PUBLIC SERVANT

<p>Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir</p>	<p>Contracts with former public servants (FPS) in receipt of a pension or of a lump sum payment must bear the closest public scrutiny, and reflect fairness in the spending of public funds. In order to comply with Treasury Board policies and directives on contracts with FPS, bidders must provide the information required below. – Please refer to PART 5 –</p>
--	---



l'information exigée ci-dessous. - S'il vous plaît se référer à la partie 5- Attestations	Certifications.
---	------------------------

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

PART 3 – BID PREPARATION INSTRUCTIONS

1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS / BID PREPARATION INSTRUCTIONS

<p>Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :</p> <p>Section I : Soumission technique (3 copies papier)</p> <p>Section II : Soumission financière (3 copies papier)</p> <p>Section III : Attestations (3 copies papier)</p> <p>Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.</p> <p>Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm); b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions. <p>En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus</p>	<p>Canada requests that bidders provide their bid in separately bound sections as follows:</p> <p>Section I: Technical Bid (3 hard copies)</p> <p>Section II: Financial Bid (3 hard copies)</p> <p>Section III: Certifications (3 hard copies)</p> <p>Prices must appear in the financial bid only. No prices must be indicated in any other section of the bid.</p> <p>Canada requests that bidders follow the format instructions described below in the preparation of their bid:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) use 8.5 x 11 inch (216 mm x 279 mm) paper; b) use a numbering system that corresponds to the bid solicitation. <p>In April 2006, Canada issued a policy directing federal departments and agencies to take the necessary steps to incorporate environmental considerations into the procurement process <u>Policy on Green Procurement</u> (http://www.tpsgc-</p>
---	--



d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité, de façon complète, concise et claire, pour effectuer le travail.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points qui sont soumis à des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Répéter l'affirmation contenue dans la demande de soumissions ne suffit pas. Afin de faciliter l'évaluation des propositions, EC demande que les soumissionnaires présentent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation sous les mêmes rubriques. Pour éviter les doublons, les soumissionnaires peuvent se

[pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-eng.html](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-eng.html)). To assist Canada in reaching its objectives, bidders should:

1. use 8.5 x 11 inch (216 mm x 279 mm) paper containing fibre certified as originating from a sustainably-managed forest and containing minimum 30% recycled content; and
2. use an environmentally-preferable format including black and white printing instead of colour printing, printing double sided/duplex, using staples or clips instead of cerlox, duotangs or binders.

Section I: Technical Bid

In their technical bid, bidders should explain and demonstrate their understanding of the requirements contained in the bid solicitation and explain how they will meet these requirements. Bidders should demonstrate their capability in a thorough, concise and clear manner for carrying out the work.

The technical bid should address clearly and in sufficient depth the points that are subject to the evaluation criteria against which the bid will be evaluated. Simply repeating the statement contained in the bid solicitation is not sufficient. In order to facilitate the evaluation of the bids, EC requests that bidders address and present topics in the order of the evaluation criteria under the same headings. To avoid duplication, bidders may refer to different sections of their bids by identifying the specific paragraph and page number



<p>référer aux différentes sections de leur soumission en indiquant le paragraphe et le numéro de page spécifique où le sujet visé est déjà l'adresse. (Référence Annexe B)</p>	<p>where the subject topic has already been address. (Reference Annex B)</p>
<p>Section II : Soumission financière Toutes les informations concernant le prix DOIT apparaître que dans l'offre financière. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la proposition. L'offre doit couvrir toute la période prescrite du contrat, y compris les années d'option. (Reference Annexe C et C1)</p>	<p>Section II: Financial Bid ALL INFORMATION RELATING TO PRICE MUST APPEAR ONLY IN THE FINANCIAL BID. No price may be indicated in any other section of the bid. The bid must cover the prescribed length of the contract, including option years. (Reference Annex C & C1)</p>
<p>Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant de la taxe sur les services (TPS), ou la taxe de vente harmonisée (TVH), le cas échéant, doit être indiquée séparément.</p>	<p>Bidders must submit their financial bid in accordance with the Basis of Payment. The total amount of the Goods and Services Tax (GST), or Harmonized Sale Tax (HST), if applicable, must be shown separately.</p>
<p>Section III: Attestation Les soumissionnaires doivent remplir et présenter les attestations exigées à la Partie 5 avec leur soumission à la date de clôture.</p>	<p>Section III: Certifications Bidders must complete and submit the certifications required under Part 5 with bid at closing date</p>

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

PART 4 – EVALUATION PROCEDURES AND BASIS OF SELECTION

1. PROCÉDURES D'ÉVALUATION / EVALUATION PROCEDURES

<p>a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation technique et financiers.</p>	<p>a) Bids will be assessed in accordance with the entire requirements of the bid solicitation including the technical and financial evaluation criteria.</p>
<p>b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.</p>	<p>b) An evaluation team composed of representatives of Canada will evaluate the bids.</p>



1.1 ÉVALUATION TECHNIQUE / TECHNICAL EVALUATION

1.1.1 CRITÈRES ÉVALUATION OBLIGATOIRES / MANDATORY TECHNICAL CRITERIA

<p>Les soumissions seront évaluées selon les critères obligatoires détaillés à l'Annexe A et l'Annexe B</p>	<p>Bids will be evaluated in accordance with the mandatory technical criteria as detailed in Annex A and Annex B.</p>
<p>Une réponse négative à l'une des exigences obligatoires entraînera le rejet de la soumission sans aucune autre considération.</p>	<p>A negative response to any of the following mandatory requirements will result in the disqualification of the bid without any other consideration.</p>

1.1.2 CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS / POINT RATED CRITERIA

<p>Les soumissions seront évaluées selon les critères obligatoires détaillés à l'Annexe B Pour être admissible, le soumissionnaire doit recevoir une note de passage de 65/100 à l'évaluation technique.</p>	<p>Bids will be evaluated in accordance with the point rated technical criteria as detailed in Annex B To be eligible, the bidder must receive a passing mark of 65/100 in the technical evaluation.</p>
---	---

1.2 GRILLE DE CALCUL / CALCULATION CHART

<p>a) La proposition obtenant la plus haute évaluation technique obtiendra 75 points. Toute autre proposition jugée techniquement acceptable sera pondérée au prorata.</p>	<p>a) The proposal obtaining the highest technical evaluation will be awarded 75 points. Any other deemed technically acceptable shall be prorated</p>
<p>b) La proposition qui offre le plus bas prix, tout en étant techniquement acceptable se méritera 25 points, les autres propositions techniquement acceptables seront pondérées au prorata.</p>	<p>b) The proposal offering the lowest price, while being technically acceptable, will be awarded 25 points. Other technically acceptable proposals will receive a prorated score</p>
<p>c) La note finale d'évaluation sera calculée en additionnant les valeurs de pondérations techniques et financières. L'entrepreneur ayant obtenu la plus haute note se verra octroyer le contrat. Dans le cas d'égalité, l'entrepreneur ayant obtenu la meilleure note technique se verra</p>	<p>c) The final evaluation score will be calculated by adding the weighted technical and financial values. The contractor that receives the highest score will be awarded the contract. In the event of a tie, the contractor that receives the highest technical score will be</p>



octroyer le contrat.	awarded the contract
----------------------	----------------------

Exemple de calcul / Sample calculation

	Proposition #1	Proposition # 2	Proposition #3
Évaluation technique / Technical evaluation	90 points	82.5 points	72.5 points
Prix / Price	60 000 \$	54 000 \$	48 000 \$
Pondération technique Technical weighting	75	$\frac{82.5 \times 75}{90} = 68.8$	$\frac{72.5 \times 75}{90} = 60.4$
Pondération prix Price weighting	$\frac{48000 \times 25}{60000} = 20$	$\frac{48000 \times 25}{54000} = 22.2$	25 points
Note finale / Final score	95 points	91 points	85.4 points

Entreprise sélectionnée : Proposition # 1 (95 points) / Company selected : Proposal #1 (95 points)

2. MÉTHODE DE SÉLECTION / BASIS OF SELECTION

<p>1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; b. satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires; et c. obtenir au moins 65/100 des points pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui sont cotés. <p>2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant le plus haut pointage sera recommandée pour attribution d'un contrat.</p>	<p>1. To be declared responsive, a bid must:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) comply with all the requirements of the bid solicitation; and b) meet all mandatory technical evaluation criteria; and c) Obtain the required minimum of 65/100 overall of the points for the technical evaluation criteria which are subject to point rating. <p>2. Bids not meeting (a) or (b) or (c) will be declared non-responsive. The responsive bid with the highest ranking will be recommended for award of a contract.</p>
---	---

PARTIE 5 – ATTESTATIONS OBLIGATOIRES AVEC LA SOUMISSION /

PART 5 – CERTIFICATIONS MANDATORY WITH BID

<p>Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.</p>	<p>Bidders must provide the required certifications and documentation to be awarded a contract.</p>
<p>Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment</p>	<p>The certifications provided by bidders to Canada are subject to verification by Canada at all times. Canada will declare a</p>



par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Contrat attribué à des anciens fonctionnaires

Les soumissionnaires doivent soumettre les documents ci-joint complétés avec leur soumission. Référence ANNEXE F

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes

bid non-responsive, or will declare a contractor in default, if any certification made by the Bidder is found to be untrue whether during the bid evaluation period or during the contract period.

The Contracting Authority will have the right to ask for additional information to verify the Bidder's certifications. Failure to comply with this request will also render the bid non-responsive or will constitute a default under the Contract.

1. Former public Servant

Bidders must submit the completed documents enclosed with their bid. Reference ANNEX F

Contracts awarded to former public servants (FPS) in receipt of a pension or of a lump sum payment must bear the closest public scrutiny, and reflect fairness in the spending of public funds. In order to comply with Treasury Board policies and directives on contracts awarded to FPS, bidders must provide the information required below before contract award.

Definitions

For the purposes of this clause,

"former public servant" is any former member of a department as defined in the *Financial Administration Act*, R.S., 1985, c. F-11, a former member of the Canadian Armed Forces or a former member of the Royal Canadian Mounted Police. A former



ou de la Gendarmerie royale du Canada.
Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des

public servant may be:

- a. an individual;
- b. an individual who has incorporated;
- c. a partnership made of former public servants; or
- d. a sole proprietorship or entity where the affected individual has a controlling or major interest in the entity.

"lump sum payment period" means the period measured in weeks of salary, for which payment has been made to facilitate the transition to retirement or to other employment as a result of the implementation of various programs to reduce the size of the Public Service. The lump sum payment period does not include the period of severance pay, which is measured in a like manner.

"pension" means a pension or annual allowance paid under the Public Service Superannuation Act (PSSA), R.S., 1985, c.P-36, and any increases paid pursuant to the Supplementary Retirement Benefits Act, R.S., 1985, c.S-24 as it affects the PSSA. It does not include pensions payable pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act, R.S., 1985, c.C-17, the Defence Services Pension Continuation Act, 1970, c.D-3, the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act, 1970, c.R-10, and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, R.S., 1985, c.R-11, the Members of Parliament Retiring Allowances Act, R.S., 1985, c.M-5, and that portion of pension payable to the Canada Pension Plan Act, R.S., 1985, c.C-8.



<p>parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la <u>Loi sur le Régime de pensions du Canada</u>, L.R., 1985, ch. C-8.</p>	
--	--

**PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT /
PART 6 – RESULTING CONTRACT CLAUSES**

1. ÉNONCÉ DES TRAVAUX / STATEMENT OF WORK

<p>L'entrepreneur doit fournir les services d'analyse conformément à l'Énoncé des travaux à l'annexe A, au fur et à mesure des besoins pendant la durée du contrat.</p>	<p>The Contractor must provide the analytical services in accordance with the Statement of work at Annex A as and when requested during the period of the Contract.</p>
---	---

2. AUTORISATION DE TÂCHE / TASK AUTHORIZATION

2.1 GARANTIS DE TRAVAUX MINIMUMS / MAXIMUM WORK GUARANTEE

<p>1. Dans cette clause,</p> <p style="padding-left: 40px;">« valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;</p> <p style="padding-left: 40px;">« valeur minimale du contrat » signifie 30,000.00\$ par année de contrat.</p> <p>2. L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La</p>	<p>1. In this clause,</p> <p style="padding-left: 40px;">"Maximum Contract Value" means the amount specified in the "Limitation of Expenditure" clause set out in the Contract; and</p> <p style="padding-left: 40px;">"Minimum Contract Value" means \$30,000.00 per Contract period.</p> <p>2. Canada's obligation under the Contract is to request Work in the amount of the Minimum Contract Value or, at Canada's option, to pay the Contractor at the end of the Contract in accordance with paragraph 3. In consideration of such obligation, the Contractor agrees to stand in readiness throughout the Contract period to perform the Work described in the Contract. Canada's maximum liability for work performed under the Contract must not exceed the Maximum Contract Value, unless</p>
---	--



<p>responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.</p> <p>3. Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.</p> <p>4. Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.</p>	<p>an increase is authorized in writing by the Contracting Authority.</p> <p>3. In the event that Canada does not request work in the amount of the Minimum Contract Value during the period of the Contract, Canada must pay the Contractor the difference between the Minimum Contract Value and the total cost of the Work requested.</p> <p>4. Canada will have no obligation to the Contractor under this clause if Canada terminates the Contract in whole or in part for default.</p>
---	--

2.2. INSTRUCTIONS / INSTRUCTIONS

<p>Les travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat</p> <p>Le responsable technique ou ses représentants fournira à l'entrepreneur une description de tâche en utilisant un «formulaire d'autorisation de travail », sur un « au fur et à mesure des besoins ». L' AT sera qu'un processus administratif et utiliser les termes et conditions de ce contrat. L'AT sera dans un format approuvé par EC et comprendra les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La date • Numéro de contrat • Tâche numéro d'autorisation • Nom de la personne contacte et ses coordonnées 	<p>The Work to be performed under the Contract will be on an "as and when requested basis" using a Task Authorization (TA). The Work described in the TA must be in accordance with the scope of the Contract</p> <p>The Technical Authority or their representative will provide the Contractor with a description of the task using a "Task Authorization Form", on an « as and when requested basis». The TA will be an administrative process only and will use the terms and conditions of this contract. The TA will be in a format approved by EC and will include the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> • The date • Contract Number • Contact Name & Numbers
--	---



<ul style="list-style-type: none"> • La description de travail - des détails sur les activités à réaliser, une description des livrables, et un calendrier indiquant les dates d'achèvement ou les dates de soumission des livrables • Valeur de l'autorisation des tâches - la valeur sera calculée conformément à la Base de paiement fixé à l'annexe C1 contrat pour les travaux requis . TPS ou la TVH , le cas échéant , seront indiquées séparément et inclus dans la valeur totale de l'autorisation de tâches . <p>L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par l'autorité technique. L'entrepreneur reconnaît que avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • The Description of work - details of the activities to be performed, a description of the deliverables, and a schedule indicating completion dates or submission dates for the deliverables • Value of the Task authorization – <i>the value will be calculated in accordance with the Basis of Payment attached to contract Annex C1 for the work required. GST or HST, as applicable, will be shown separately and included in the Total Value of the Task Authorization.</i> <p>The Contractor must not commence work until a TA authorized by the Technical Authority has been received by the Contractor. The Contractor acknowledges that any work performed before a TA has been received will be done at the Contractor's own risk.</p>
---	--

2.3 LIMITATION DES AUTORISATION DE TÂCHE / TASK AUTHORIZATION LIMITATION

<p>L'autorité technique peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 100, 000,00\$ les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.</p> <p>Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autorisée par l'autorité contractante avant d'être émise.</p>	<p>The <i>Technical" Authority</i> may authorize individual task authorizations up to a limit of \$100,000.00, Applicable Taxes included, inclusive of any revisions.</p> <p>Any task authorization to be issued in excess of that limit must be authorized by the Contracting Authority before issuance.</p>
--	--

3. DURÉE DU CONTRAT / TERM OF CONTRACT

3.1 PÉRIODE DU CONTRAT / PERIOD OF THE CONTRACT

<p>La période du contrat est d'un an à partir de la date d'octroi du contrat.</p>	<p>The term of the contract is one year from the contract award date.</p>
---	---

3.2 OPTION DE PROLONGATION DU CONTRAT / CONTRACT EXTENSION PERIOD



<p>L'entrepreneur accorde à Environnement Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) période(s) supplémentaire(s) d'une année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.</p>	<p>The contractor gives Environment Canada the irrevocable option to extend the term of the contract for a maximum of two (2) additional periods of one year each, based on the same conditions. The contractor accepts, during the extended contract period, to be paid according to the relevant terms set out in the Basis of Payment.</p>
<p>EC peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.</p>	<p>EC may exercise this option at any time by sending written notice to the contractor at least thirty (30) calendar days before the contract expiry date. This option may only be exercised by the contracting authority, and will be evidenced, for administrative purposes only, through a contract amendment.</p>

4. RESPONSABLES / AUTHORITIES

4.1 AUTORITÉ CONTRACTANTE / CONTRACTING AUTHORITY

<p>L'autorité contractante pour le contrat est :</p>	<p>The Contracting Authority for the Contract is :</p>
<p>Marie-Christine Blais Agent d'approvisionnement et marchés Centre des services et approvisionnements Direction générale des biens, Approvisionnement, gestion environnementale 1240-2021 rue Union Montréal QC H3A 2S9 Marie-christine.blais@ec.gc.ca Téléphone 514 496-1929 Télécopieur 514-283-4439</p>	<p>Marie-Christine Blais Procurement and Contracting Officer Workplace Services and Contracting Assets, Contracting and Environmental Management Directorate 1240 – 2021 Union Montreal, Quebec H3A 2S9 Phone: (514) 496-1929 Fax: (514) 283-4439 Marie-christine.blais@ec.gc.ca</p>
<p>L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou</p>	<p>The Contracting Authority is responsible for the management of the contract, and any changes to the contract must be authorized in writing by the Contracting Authority. The Contractor must not perform work in excess of or outside the scope of the contract based on verbal or written requests or instructions from</p>



instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.	anybody other than the Contracting Authority.
---	---

4.2 RESPONSABLE TECHNIQUE / TECHNICAL AUTHORITY

<p>Le responsable technique pour le contrat est:</p> <p>Le nom et les coordonnées du responsable technique seront connus lors de l'octroi du contrat.</p> <p>Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.</p>	<p>The Technical Authority for the contract is :</p> <p>The name and contact information of the Technical Authority shall be known upon contract award.</p> <p>The Technical Authority is the representative of the department or agency for which the work is being performed under the contract and is responsible for all matters concerning the technical content of the work under the contract. Technical matters may be discussed with the Technical Authority; however, the Technical Authority has no authority to authorize changes to the scope of the work. Changes to the scope of the work can only be made through a contract amendment issued by the Contracting Authority.</p>
--	---

4.3 REPRÉSENTANT DU FOURNISSEUR (VEUILLEZ REMPLIR CETTE SECTION) / CONTRACTOR REPRESENTATIVE (PLEASE FILL OUT THIS SECTION)

<p>Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer:</p> <p><u>Renseignements généraux:</u> Nom: _____</p> <p>No de téléphone _____</p> <p>No de télécopieur: _____</p> <p>Courriel: _____</p> <p><u>Suivi des travaux:</u></p>	<p>Name and phone number of the contact-person:</p> <p><u>General information:</u> Name : _____</p> <p>Telephone number : _____</p> <p>Fax number : _____</p> <p>E-mail : _____</p> <p><u>Follow-up on the work:</u></p>
---	--



Nom: _____	Name : _____
No de téléphone _____	Telephone number : _____
No de télécopieur: _____	Fax number : _____
Courriel: _____	E-mail : _____

5. PAIEMENT / PAYMENT

5.1 BASE DE PAIEMENT – PRIX UNITAIRES FERMES – AUTORISATION DE TÂCHE / BASIS OF PAYMENT – FIRM UNIT PRICES – TASK AUTHORIZATION

<p>À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé <i>des prix unitaires fermes conformément à la Base de paiement à l'Annexe C1</i>, comme précisé dans l'AT approuvée, jusqu'à limitation des dépenses de 275,000.00\$ par période du contrat. Les droits de douane <i>sont inclus</i> et les taxes applicables sont en sus.</p> <p>EC ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.</p>	<p>In consideration of the Contractor satisfactorily completing all of its obligations under the authorized Task Authorization (TA), the Contractor will be paid <i>the firm unit prices in accordance with the basis of payment, in Annex C1</i>, as specified in the authorized TA, up spending limits of \$ 275,000.00 per term of contract. Customs duties are "included and Applicable Taxes are extra.</p> <p>Canada will not pay the Contractor for any design changes, modifications or interpretations of the Work, unless they have been authorized, in writing, by the Contracting Authority before their incorporation into the Work.</p>
--	--

5.2 LIMITATION DES DÉPENSES / LIMITATION OF EXPENDITURE

<ol style="list-style-type: none"> 1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme 275,000.00\$ par période du contrat. Les droits de douane <i>sont inclus</i> et les taxes applicables sont en sus. 2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Canada's total liability to the Contractor under the Contract must not exceed \$ 275,000.00 per term of contract. Customs duties are <i>included</i>, and Applicable Taxes are extra. 2. No increase in the total liability of Canada or in the price of the Work resulting from any design changes,
--	---



du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

modifications or interpretations of the Work, will be authorized or paid to the Contractor unless these design changes, modifications or interpretations have been approved, in writing, by the Contracting Authority before their incorporation into the Work. The Contractor must not perform any work or provide any service that would result in Canada's total liability being exceeded before obtaining the written approval of the Contracting Authority. The Contractor must notify the Contracting Authority in writing as to the adequacy of this sum:

- a. when it is 75 percent committed, or
- b. four (4) months before the contract expiry date, or
- c. as soon as the Contractor considers that the contract funds provided are inadequate for the completion of the Work, whichever comes first.

3. If the notification is for inadequate contract funds, the Contractor must provide to the Contracting Authority a written estimate for the additional funds required. Provision of such information by the Contractor does not increase Canada's liability.



6 MODALITÉ DE PAIEMENT - MENSUEL / TERMS OF PAYMENT MONTHLY

<p>Environnement Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat; b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada; c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada. 	<p>Environment Canada will pay the Contractor upon completion and delivery of the Work in accordance with the payment provisions of the Contract if:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) an accurate and complete invoice and any other documents required by the Contract have been submitted in accordance with the invoicing instructions provided in the Contract; b) all such documents have been verified by Canada; c) the Work delivered has been accepted by Canada.
---	--

7 INSPECTION ET ACCEPTATION / INSPECTION AND ACCEPTANCE

<p>Tous les travaux doivent être exécutés à la satisfaction d'Environnement Canada ou de son représentant désigné pour fins d'examen et d'acceptation.</p>	<p>All work must be performed to the satisfaction of Environment Canada or his designated representative for review and acceptance.</p>
--	---

8 TAXES

<ul style="list-style-type: none"> 1. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables. 2. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables. 3. L'entrepreneur n'a pas droit aux 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Federal government departments and agencies are required to pay Applicable Taxes. 2. Applicable Taxes will be paid by Canada as provided in the Invoice Submission section. It is the sole responsibility of the Contractor to charge Applicable Taxes at the correct rate in accordance with applicable legislation. The Contractor agrees to remit to appropriate tax authorities any amounts of Applicable Taxes paid or due. 3. The Contractor is not entitled to use Canada's exemptions from any tax, such as provincial sales taxes, unless
---	---



<p>exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.</p> <p>4. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.</p> <p>5. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada</p> <p>a. En vertu de la <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u>, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le <u>Règlement de l'impôt sur le revenu</u>, le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à</p>	<p>otherwise specified by law. The Contractor must pay applicable provincial sales tax, ancillary taxes, and any commodity tax, on taxable goods or services used or consumed in the performance of the Contract (in accordance with applicable legislation), including for material incorporated into real property.</p> <p>4. In those cases where Applicable Taxes, customs duties, and excise taxes are included in the Contract Price, the Contract Price will be adjusted to reflect any increase, or decrease, of Applicable Taxes, customs duties, and excise taxes that will have occurred between bid submission and contract award. However, there will be no adjustment for any change to increase the Contract Price if public notice of the change was given before bid submission date in sufficient detail to have permitted the Contractor to calculate the effect of the change.</p> <p>5. Tax Withholding of 15 Percent – Canada Revenue Agency</p> <p>a. Pursuant to the <u>Income Tax Act</u>, 1985, c. 1 (5th Supp.) and the <u>Income Tax Regulations</u>, Canada must withhold 15 percent of the amount to be paid to the Contractor in respect of services provided in Canada if the Contractor is not a resident of Canada, unless the Contractor obtains a valid waiver from the <u>Canada Revenue Agency</u>. The amount withheld will be held on account for the Contractor in respect to any tax liability which may</p>
--	--



<p>l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de <u>l'Agence du revenu du Canada</u>. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.</p>	<p>be owed to Canada.</p>
---	---------------------------

9. ATTESTATIONS / CERTIFICATIONS

<p>Conformité</p> <p>Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.</p>	<p>Compliance</p> <p>Compliance with the certifications and related documentation provided by the Contractor in its bid is a condition of the Contract and subject to verification by Canada during the term of the Contract. If the Contractor does not comply with any certification, provide the related documentation or if it is determined that any certification made by the Contractor in its bid is untrue, whether made knowingly or unknowingly, Canada has the right, pursuant to the default provision of the Contract, to terminate the Contract for default</p>
---	---

10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / INTELLECTUAL PROPERTY

<p>Environnement Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle</p>	<p>Environment Canada has determined that any intellectual property rights arising</p>
--	--



déoulant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants: <i>(6.4.1) l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est de générer des connaissances et une information pour diffusion dans le public.</i>	from the performance of the Work under the resulting contract will belong to Canada, on the following grounds: <i>(6.4.1) the main purpose of the contract, or of the deliverables contracted for, is to generate knowledge and information for public dissemination.</i>
---	--

11. MARCHANDISES DANGEREUSES PRODUITS DANGEREUX/ HAZARDOUS PRODUCT

<ol style="list-style-type: none"> 1. L'entrepreneur doit assurer un étiquetage et emballage appropriés en vue de la fourniture et de l'expédition de marchandises dangereuses/produits dangereux au gouvernement du Canada. 2. L'entrepreneur sera tenu responsable des dommages causés par un emballage, étiquetage ou transport inapproprié de marchandises dangereuses/produits dangereux. 3. L'entrepreneur doit clairement marquer le pourcentage de matières dangereuses en volume sur toutes les étiquettes de marchandise. À défaut de le faire, l'entrepreneur sera tenu responsable des dommages causés au cours du déplacement des marchandises dangereuses/produits dangereux par des véhicules ou des employés du gouvernement. 4. L'entrepreneur doit respecter toutes les lois applicables relatives aux marchandises dangereuses/produits dangereux. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. The Contractor must ensure proper labelling and packaging in the supply and shipping of dangerous goods/hazardous products to the Government of Canada. 2. The Contractor will be held liable for any damages caused by improper packaging, labelling or carriage of dangerous goods/hazardous products. 3. The Contractor must clearly mark all merchandise labels with the percentage of volume that is a hazardous item. Failure to do so will result in the Contractor being held responsible for damages caused in the movement of goods/products by government vehicles or government personnel. 4. The Contractor must adhere to all applicable laws regarding dangerous goods/hazardous products.
---	---

12. TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES/ SHIPMENT OF HAZARDOUS MATERIALS

L'entrepreneur doit étiqueter et expédier les produits visés par la <u>Loi sur les produits dangereux</u> , L.R.C. (1985), ch. H-3 et les règlements conformément à ladite loi et aux règlements, et être accompagnés des	The Contractor must label and ship goods falling within the <u>Hazardous Products Act</u> , R.S.C. 1985, c. H-3 and regulation(s) in accordance with the said Act and regulation(s) accompanied by the required
---	---



<p>fiches signalétiques exigées, remplies en anglais ou en français. Les étiquettes doivent identifier clairement la nature des matières dangereuses et les fiches signalétiques doivent expliquer quels sont les dangers en question.</p>	<p>material safety data sheet(s) completed in either English or French. The label must clearly identify the contents of the hazardous material and the material safety data sheet must explain what those hazards are.</p>
--	--

13 ASSURANCES / INSURANCE

<p>L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.</p>	<p>The Contractor is responsible for deciding if insurance coverage is necessary to fulfill its obligation under the Contract and to ensure compliance with any applicable law. Any insurance acquired or maintained by the Contractor is at its own expense and for its own benefit and protection. It does not release the Contractor from or reduce its liability under the Contract.</p>
--	--



ANNEX « A » STATEMENT OF WORK

1. GENERAL

To provide analytical services, including the results of the analysis for Environment Canada, Burlington, Ontario as and when requested during the period of the Contract.

The analysis will be performed on resin, sediment or water samples, as and when requested, for some or all of the suites as listed below and in detail at Annex "A1".

Approximately 5% of the samples will be resin, 60% water, and 35% sediment. Bracketed values indicate estimated percentage of samples that will require analysis of these parameters. More than one parameter can be requested per sample.

Parameter List

Pesticides	(40%)
PCB congeners	(40%)
Brominated Flame Retardants	(50%)
Dioxin and Furans	(50%)
Bisphenol A	(15%)
Hexabromocyclododecane (HBCD)	(10%)
Acid Herbicides	(5%)
Glyphosate	(40%)
Polycyclic Aromatic Hydrocarbons (PAH)	(50%)
PAHs may be parent only or alkylated	
Perfluorocarboxylate compounds (PFC)	(50%)
Phthalate Esters	(15%)

2. TASKS

2.1 The analytical services requested may include some or all of the following tasks:

1. Preparation of XAD-2 resin columns including purchasing resin, cleaning resin, cleaning columns, cleaning retaining rings, cleaning fittings; packing Teflon columns with approximately 50g clean XAD-2 resin; applying Lab grade Teflon Tape to fittings and to secure each of column ends with fittings and plugs. Resin is to be supplied by the contractor. Environment Canada will be responsible for all shipping costs associated with shipping the resin columns to and from the contract laboratory.
2. Extraction of XAD-2 resin samples, in batches up to 15 samples.
3. Extraction of Glass fibre filters (suspended sediment) samples, in batches up to 15 samples at a time.
4. Extraction of whole water samples.



5. Determination of total dry weight of submitted sediment sample.
 6. Extraction of sediment.
 7. Analytes to be reported at detection limits at current industry standards for all analytes (excessively high levels may be cause for elimination). Detection limits must not be exceeded for all analytes where a detection limit is detailed in Annexe A1 (Parent and alkylated PAHs and Glyphosate)
 8. Supply bottles and shipping containers as requested.
- 2.2 The analytical services will include the results of analysis. The analysis will be performed on resin, sediment or water as requested for some or all of the following suites as listed in detail at Annex A1. Limited sample may require multiple analysis per extraction,.
- 2.3 Field duplicates are to be considered as samples. Method blanks and laboratory replicate analyses are to be conducted as part of contractors QA/QC program, and not to be considered as samples submitted.

Note:

- a. based on results obtained during the sampling program, the emergence of other toxic chemicals of concern, as well as, the level of funding, the specific parameter groups required, at a given sampling site, may be altered. The contract laboratory will be paid based on the specific parameter groups requested, for the given number of samples submitted by EC, and subsequently analyzed by the contractor;
- b. other organic contaminants may be added to the parameter list. The cost of the analyses for new parameters will be added through a formal amendment to the contract prepared by the Contract Authority.

3. DATA & INFORMATION DELIVERABLES

- 3.1 Data reports are to be forwarded to Environment Canada 6 weeks following receipt of samples. This is to include:
1. total mass of each analyte in sample (resin samples only)
 2. total mass of each analyte in blank (extraction of a clean XAD column)
 3. minimum detectable concentration of each analyte (detection limit), and
 4. analyte concentration in sample.
- 3.2 This information is to be reported in adjoining columns on a spread sheet. Analyte mass may be reported in nano or pico grams depending on the particular analyte. The volume processed for each sample, in litres, will be provided to the contractor to determine sample concentration. QA data such as % recoveries surrogate spikes (SRMs, & CRMs) may be reported on a separate spread sheet.



- 3.3 A narrative documenting any problems with the set of samples or data, including any corrective actions taken, resolutions, and explanation of any flagged data are to be reported. Chain of custody and sample submittal documentation is also to be provided electronically. In addition, sample data are required on a flat ASCII file in the Envirodat format (see Annex A1) for updating on Environment Canada's database; this data deliverable is not subject to the 6-week turnaround.



ANNEXE « A1 » DETECTION LIMITS

UNLESS SPECIFIED DETECTION LIMITS MUST MEET INDUSTRY'S CRITERIA

A. Organochlorine Pesticides and Industrial by-products

Pentachlorobenzene
Hexachlorobenzene
alpha HCH
beta HCH
gamma HCH
delta HCH
Heptachlor
Aldrin
Oxychlorane
trans-Chlordane
cis-Chlordane
o,p'-DDE
p,p'-DDE
trans-Nonachlor
cis-Nonachlor
o,p'-DDD
p,p'-DDD
o,p'-DDT
p,p'-DDT
Mirex

Endosulphan, alpha
Dieldrin
Endrin
Endosulphan, beta
Endrin aldehyde
Endosulphan sulfate
Endrin ketone
Methoxychlor
Heptachlor epoxide

Hexachlorobutadiene
Ochtachlorostyrene

B: Polychlorinated biphenyls (PCB)
209 congeners



C: Brominated Flame Retardants (BFRs)

- BDE 7
- BDE 8
- BDE 10
- BDE 11
- BDE 12
- BDE 13
- BDE 15
- BDE 17
- BDE 25
- BDE 28
- BDE 33
- BDE 30
- BDE 32
- BDE 35
- BDE 37
- BDE 47
- BDE 49
- BDE 51
- BDE 66
- BDE 71
- BDE 75
- BDE 77
- BDE 79
- BDE 85
- BDE 99
- BDE 100
- BDE 105
- BDE 116
- BDE 119
- BDE 120
- BDE 126
- BDE 128
- BDE 138
- BDE 166
- BDE 140
- BDE 153
- BDE 155
- BDE 181
- BDE 183
- BDE 190
- BDE 203
- BDE 206



BDE 207

BDE 208

BDE 209

Decabromodiphenylethane (DBDPE)
hexabromobenzene (HBB)
pentabromoethylbenzene (PBEB)
1,2 bis(2,4,6-tribromophenoxy) ethane
(BTBPE)

D: Polychlorinated dibenzodioxins/Furans

2,3,7,8-TCDD
1,2,3,7,8-PeCDD
1,2,3,4,7,8-HxCDD
1,2,3,6,7,8-HxCDD
1,2,3,7,8,9-HxCDD
1,2,3,4,6,7,8-HpCDD
OCDD
2,3,7,8-TCDF
1,2,3,7,8-PeCDF
2,3,4,7,8-PeCDF
1,2,3,4,7,8-HxCDF
1,2,3,6,7,8-HxCDF
1,2,3,7,8,9-HxCDF
2,3,4,6,7,8-HxCDF
1,2,3,4,6,7,8-HpCDF
1,2,3,4,7,8,9-HpCDF
OCDF

Homologue groups
Total dioxin

E: Bisphenol A

F: Hexabromocyclododecane
 γ HBCD
 α HBCD

G: Acidic Herbicides

Dicamba
MCPP
MCPA
Dichlorprop
2,4-D



Triclopyr
2,4,5-TP
2,4,5-T
2,4-DB
Dinoseb

H. Glyphosate

Target List	Detection Limit
	WATER (ng/L)
Glyphosate-FMOC	10
Glufosinate-FMOC	10
AMPA-FMOC	10

I. Polycyclic Aromatic Hydrocarbons (PAHs)

Detection Limits: 2 ng/L (water)

1 ng/g (sediment)

Naphthalene
Acenaphthylene
Acenaphthene
Fluorene
Phenanthrene
Anthracene
Fluoranthene
Pyrene
Benz[a]anthracene
Chrysene
Benzo[b]fluoranthene
Benzo[j,k]fluoranthenes
Benzo[e]pyrene
Benzo[a]pyrene
Perylene
Dibenz[a,h]anthracene
Indeno[1,2,3-cd]pyrene
Benzo[ghi]perylene
2-Methylnaphthalene
2,6-Dimethylnaphthalene
2,3,5-Trimethylnaphthalene
1-Methylphenanthrene
Dibenzothiophene

Extended list

PAHs including alkylated PAHs



This list can be offered inclusive with
parent PAH list or as a stand-alone
chemical class

Detection Limits: 2 ng/L (water)
1 ng/g (sediment)

Biphenyl

Retene

1-Methylnaphthalene

1,2-Dimethylnaphthalene

2,3,6-Trimethylnaphthalene

1,4,6,7-Tetramethylnaphthalene

3-Methylphenanthrene

2-Methylphenanthrene

9/4-Methylphenanthrene

3,6-Dimethylphenanthrene

2,6-Dimethylphenanthrene

1,7-Dimethylphenanthrene

1,8-Dimethylphenanthrene

1,2,6-Trimethylphenanthrene

2-Methylfluorene

1,7-Dimethylfluorene

3-Methylfluoranthene

2/3-Methyldibenzothiophenes

2,4-Dimethyldibenzothiophene

5/6-Methylchrysene

1-Methylchrysene

5,9-Dimethylchrysene

2-Methylantracene

7-Methylbenzo[a]pyrene

Totals for homologue groups

C1

C2

Phenanthrenes

Phenanthrenes

Naphthalenes

Naphthalenes

Biphenyls

Biphenyls

Acenaphthenes

Fluorenes

Fluorenes

Dibenzothiophenes

Dibenzothiophenes

Benzo[a]anthracenes



Benzo[a]anthracenes Benzofluoranthenes
Benzofluoranthenes Fluoranthenes
FluoranthenesAnthracenes
Anthracenes Chrysenes
Chrysenes Benzopyrenes
Benzopyrenes Pyrenes
Pyrenes

C3 C4
Phenanthrenes Phenanthrenes
Naphthalenes Naphthalenes
Fluorenes Dibenzothiophenes
Dibenzothiophenes Benzo[a]anthracenes
Benzo[a]anthracenes Fluoranthenes
FluoranthenesAnthracenes
Anthracenes Chrysenes
Chrysenes Pyrenes
Pyrenes

J. Perfluorinated Compounds (PFCs)

Perfluorinated carboxylates

Perfluorobutanoic acid
Perfluoropentanoic acid
Perfluorohexanoic acid
Perluoroheptanoic acid
Perfluorooctanoic acid
Perfluorononanoic acid
Perfluorodecanoic acid
Perfluoroundecanoic acid
Perfluorododecanoic acid

Perfluorinated sulfonates

Perfluorobutanesulfonate
Perfluorohexanesulfonate
Perfluorooctanesulfonate
Perfluorooctanesulfonamide

Fluorotelomer Sulfonates

K. Phthalate Esters

Benzylbutylphthalate



Environnement
Canada

Environment
Canada

Di-n-octylphthalate
Dimethylphthalate
Di-isobutylphthalate
Bis(2-ethylhexyl)phthalate
Diethylphthalate
Di-n-butylphthalate
Dinonylphthalate



ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. GÉNÉRAL

Fournir des services analytiques, incluant les résultats d'analyse pour Environnement Canada, à Burlington (Ontario), au fur et à mesure des besoins pendant la période du Contrat.

Les analyses seront effectuées sur des échantillons de résine, de sédiments ou d'eau, au fur et à mesure des besoins, lorsque requis, pour certaines ou toutes les paramètres listées ci-dessous et détaillées à l'Annexe "A1".

Environ 5% des échantillons seront de la résine, 60% de l'eau, et 35% des sédiments. Les valeurs encadrées indiquent le pourcentage estimé d'échantillons qui nécessitera l'analyse de ces paramètres. Plus d'un paramètre peut être requis par échantillon.

Liste des paramètres

Pesticides	(40%)
Congénères de BPC	(40%)
Ignifuges bromés	(50%)
Dioxines et Furanes	(50%)
Bisphénol A	(15%)
Hexabromocyclododécane (HBCD)	(10%)
Herbicides du type phénoxy	(5%)
Glyphosate	(40%)
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	(50%)
Les HAP peuvent être parents seulement ou alkylés	
Composés perfluorocarboxylates (PFC)	(50%)
Esters phtaliques	(15%)

2. TÂCHES

2.1 Les services analytiques requis peuvent inclure certaines ou toutes les tâches suivantes:

9. La préparation des colonnes de résine XAD-2 incluant l'achat de la résine, le conditionnement de la résine, le conditionnement des colonnes, le conditionnement des anneaux de retenue, le conditionnement des raccords de tuyauterie; le remplissage des colonnes de Téflon avec environ 50g de résine XAD-2 propre; l'application de ruban d'étanchéité en Téflon de catégorie pour laboratoire aux raccords de tuyauterie et la fixation solide de chacune des extrémités de colonne avec des raccords de tuyauterie et des bouchons. La résine doit être fournie par le fournisseur. Environnement



Canada est responsable de tous les coûts d'expédition associés à l'expédition des colonnes de résine vers et depuis le laboratoire du fournisseur.

10. L'extraction des échantillons de résine XAD-2, en lots jusqu'à 15 échantillons.
 11. L'extraction des échantillons de sédiments en suspension sur filtres en fibre de verre, en lots jusqu'à 15 échantillons à la fois.
 12. L'extraction des échantillons d'eau totale.
 13. La détermination du poids total sec des échantillons de sédiments soumis.
 14. L'extraction des sédiments.
 15. Tous les analytes doivent être rapportés aux limites de détection des normes industrielles courantes (les niveaux excessivement élevés peuvent occasionner l'élimination). Les limites de détection ne doivent pas être dépassées pour tous les analytes comportant une limite de détection détaillée à l'Annexe A1 (HAP parents et alkylés et Glyphosate)
 16. Fournir des bouteilles et expédier les contenants tel que requis.
- 2.2 Les services analytiques incluent les résultats analytiques. L'analyse sera effectuée sur la résine, les sédiments ou l'eau tel que requis pour certaines ou toutes les séries suivantes détaillées à l'Annexe A1. Les échantillons limités peuvent nécessiter une analyse multiple par extraction.
- 2.3 Les duplicatas de terrains doivent être considérés comme des échantillons. Les analyses des blancs de méthode et des répliquats de laboratoire doivent être effectuées en tant que partie du programme d'AQ/CQ des contracteurs, et ne doivent pas être considérés comme des échantillons soumis.

Note:

- c. En se basant sur les résultats obtenus au cours du programme d'échantillonnage, l'émergence d'autres substances chimiques toxiques préoccupantes, ainsi que le niveau de financement, les groupes de paramètres spécifiques requis à un certain site d'échantillonnage peuvent être modifiés. Le fournisseur sera payé, par rapport aux groupes de paramètres spécifiques requis, pour le nombre donné d'échantillons soumis par EC, et subséquemment analysés par le fournisseur;
- d. D'autres contaminants organiques peuvent être ajoutés à la liste de paramètres. Le coût des analyses pour de nouveaux paramètres sera ajouté à travers un nouvel amendement au contrat préparé par l'autorité contractante.

3. LIVRABLES QUANT AUX DONNÉES ET À L'INFORMATION

- 3.1 Les rapports de données doivent être acheminés vers Environnement Canada 6 semaines après la réception des échantillons. Ceci doit inclure:
5. La masse totale de chaque analyte dans l'échantillon (échantillons de résine seulement)



6. La masse totale de chaque analyte dans le blanc (extraction d'une colonne XAD propre)
 7. La concentration minimale détectable de chaque analyte (limite de détection), et
 8. La concentration de l'analyte dans l'échantillon.
- 3.2 Cette information doit être rapportée dans les colonnes adjacentes d'un chiffrier électronique. La masse des analytes doit être rapportée en nanogrammes ou en picogrammes selon l'analyte particulier. Le volume traité de chaque échantillon, exprimé en litres, sera fourni au fournisseur pour déterminer la concentration de l'échantillon. Les données d'AQ comme les % de recouvrement des substituts, des ajouts connus (SRM, & CRM) peuvent être rapportés dans un chiffrier électronique séparé.
- 3.3 Une documentation narrative de tout problème associé à l'ensemble d'échantillons ou de données, incluant toute action correctrice entreprise, résolutions, et explication de toute donnée annotée doivent être rapportées. La chaîne de possession et la documentation de la soumission des échantillons doivent aussi être fournies électroniquement. De plus, les données sur les échantillons sont requises dans un fichier plat ASCII dans le format Envirodat (voir l'Annexe A1) pour la mise à jour de la base de données d'Environnement Canada; ce livrable quant aux données n'est pas assujetti au délai d'exécution de 6 semaines.



ANNEXE « A1 » LIMITES DE DÉTECTION

SAUF INDICATION, LES LIMITES DE DÉTECTION DOIVENT RENCONTRER LES NORMES INDUSTRIELLES

A. Pesticides organochlorés et Sous-produits industriels

Pentachlorobenzène
Hexachlorobenzène
alpha HCH
beta HCH
gamma HCH
delta HCH
Heptachlor
Aldrine
Oxychlordane
trans-Chlordane
cis-Chlordane
o,p'-DDE
p,p'-DDE
trans-Nonachlor
cis-Nonachlor
o,p'-DDD
p,p'-DDD
o,p'-DDT
p,p'-DDT
Mirex

Endosulfan, alpha
Dieldrine
Endrine
Endosulfan, beta
Endrine aldéhyde
Endosulfan sulfate
Endrine cétone
Méthoxychlore
Heptachlor époxyde

Hexachlorobutadiène
Octachlorostyrène

B: Biphényles polychlorés (BPC)
209 congénères



C: Ignifuges bromés (IB)

- BDE 7
- BDE 8
- BDE 10
- BDE 11
- BDE 12
- BDE 13
- BDE 15
- BDE 17
- BDE 25
- BDE 28
- BDE 33
- BDE 30
- BDE 32
- BDE 35
- BDE 37
- BDE 47
- BDE 49
- BDE 51
- BDE 66
- BDE 71
- BDE 75
- BDE 77
- BDE 79
- BDE 85
- BDE 99
- BDE 100
- BDE 105
- BDE 116
- BDE 119
- BDE 120
- BDE 126
- BDE 128
- BDE 138
- BDE 166
- BDE 140
- BDE 153
- BDE 155
- BDE 181
- BDE 183
- BDE 190
- BDE 203



BDE 206
BDE 207
BDE 208
BDE 209

décabromodiphényléthane (DBDPE)
hexabromobenzène (HBB)
pentabromoéthylbenzène (PBEB)
1,2 bis(2,4,6-tribromophénoxy) éthane
(BTBPE)

D: polychlorodibenzoparadioxines/
polychlorodibenzofuranes

2,3,7,8-TCDD
1,2,3,7,8-PeCDD
1,2,3,4,7,8-HxCDD
1,2,3,6,7,8-HxCDD
1,2,3,7,8,9-HxCDD
1,2,3,4,6,7,8-HpCDD
OCDD
2,3,7,8-TCDF
1,2,3,7,8-PeCDF
2,3,4,7,8-PeCDF
1,2,3,4,7,8-HxCDF
1,2,3,6,7,8-HxCDF
1,2,3,7,8,9-HxCDF
2,3,4,6,7,8-HxCDF
1,2,3,4,6,7,8-HpCDF
1,2,3,4,7,8,9-HpCDF
OCDF

Groupes d'homologues
Dioxines totales

E: Bisphénol A

F: Hexabromocyclododécane
 γ HBCD
 α HBCD

G: Herbicides du type phénoxy

Dicamba
MCPP
MCPA



Dichlorprop
2,4-D
Triclopyr
2,4,5-TP
2,4,5-T
2,4-DB
Dinoseb

H. Glyphosate

Liste cible	Limite de détection EAU (ng/L)
Glyphosate-FMOC	10
Glufosinate-FMOC	10
AMPA-FMOC	10

I. Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)

Limites de détection: 2 ng/L (eau)
1 ng/g (sédiments)

Naphtalène
Acénaphthylène
Acénaphtène
Fluorène
Phénanthrène
Anthracène
Fluoranthène
Pyrène
Benz[a]anthracène
Chrysène
Benzo[b]fluoranthène
Benzo[j,k]fluoranthènes
Benzo[e]pyrène
Benzo[a]pyrène
Pérylène
Dibenz[a,h]anthracène
Indéno[1,2,3-cd]pyrène
Benzo[ghi]pérylène
2-Méthylnaphtalène
2,6-Diméthylnaphtalène
2,3,5-Triméthylnaphtalène
1-Méthylphénanthrène
Dibenzothiophène



Liste allongée

HAP incluant les HAP alkylés

Cette liste peut être offerte inclusivement
avec la liste des HAP parents ou comme
classe chimique autonome

Limites de détection: 2 ng/L (eau)

1 ng/g (sédiments)

Biphényl

Retene

1-Méthylnaphtalène

1,2-Diméthylnaphtalène

2,3,6-Triméthylnaphtalène

1,4,6,7-Tétraméthylnaphtalène

3-Méthylphénanthrène

2-Méthylphénanthrène

9/4-Méthylphénanthrène

3,6-Diméthylphénanthrène

2,6-Diméthylphénanthrène

1,7-Diméthylphénanthrène

1,8-Diméthylphénanthrène

1,2,6-Triméthylphénanthrène

2-Méthylfluorène

1,7-Diméthylfluorène

3-Méthylfluoranthène

2/3-Méthyl dibenzothiophènes

2,4-Diméthyl dibenzothiophène

5/6-Méthylchrysène

1-Méthylchrysène

5,9-Diméthylchrysène

2-Méthylanthracène

7-Méthylbenzo[a]pyrène

Totaux pour les groupes d'homologues

C1

Phénanthrènes

Naphtalènes

Biphényles

Acénaphènes

C2

Phénanthrènes

Naphtalènes

Biphényles

Fluorènes



Fluorènes	Dibenzothiophènes
Dibenzothiophènes	Benzo[a]anthracènes
Benzo[a]anthracènes	Benzofluoranthènes
Benzofluoranthènes	Fluoranthènes
Fluoranthènes	Anthracènes
Anthracènes	Chrysènes
Chrysènes	Benzopyrènes
Benzopyrènes	Pyrènes
Pyrènes	

C3	C4
Phénanthrènes	Phénanthrènes
Naphtalènes	Naphtalènes
Fluorènes	Dibenzothiophènes
Dibenzothiophènes	Benzo[a]anthracènes
Benzo[a]anthracènes	Fluoranthènes
Fluoranthènes	Anthracènes
Anthracènes	Chrysènes
Chrysènes	Pyrènes
Pyrènes	

J. Composés perfluorés (CPF)

Carboxylates perfluorés

Acide perfluorobutanoïque
Acide perfluoropentanoïque
Acide perfluorohexanoïque
Acide perfluoroheptanoïque
Acide perfluorooctanoïque
Acide perfluorononanoïque
Acide perfluorodécanoïque
Acide perfluoroundécanoïque
Acide perfluorododécanoïque

Sulfonates perfluorés

Perfluorobutanesulfonate
Perfluorohexanesulfonate
Perfluorooctanesulfonate
Perfluorooctanesulfonamide

Sulfonates Fluorotélomères

K. Esters phtaliques



Benzylbutylphtalate
Di-n-octylphtalate
Diméthylphtalate
Di-isobutylphtalate
Bis(2-éthylhexyl)phtalate
Diéthylphtalate
Di-n-butylphtalate
Dinonylphtalate



ANNEX « B » EVALUATION CRITERIA

MANDATORY REQUIREMENTS

Any proposal which fails to meet the following mandatory criteria will be deemed non-responsive and will receive no further consideration. The words «shall», «essential», «must», «will» and «required» in the RFP are to be interpreted as mandatory requirements

	Mandatory Requirements	Met/Not Met
M1	Bidders must be accredited to the equivalent of ISO Guide 25 or 17025 Accreditation and where applicable, certified for the specific chemical classes of interest. Specifically BFRs, PCBs, Organochlorine pesticides, PCDD/Fs, PFCs in water and sediment.	
M2	Bidder must have 3 years' experience in cleaning XAD-2 resin to a quality that would meet the data quality objectives, and packing columns for field use	
M3	Bidders must have 3 years' experience using ultra trace techniques for the analyses of organic contaminants using XAD-2 resin samples that would meet data quality objectives	
M4	Bidders must submit description that they meet detection limits based on sediment and water analytical methodology, parent and alkylated PAHs and Glyphosate as indicated on the Parameter List, in Annex A.	
M5	Bidder must demonstrate they have done Performance Evaluation Testing for PBDEs, PCDD/Fs and PFCs	
M6	Bidder must demonstrate that they have the ability to do all analysis in house and that they will not subcontract other laboratories for this mandate.	



ANNEX « B » EVALUATION CRITERIA

POINT RATED CRITERIA

FACTOR	CRITERIA	POINTS
R1	<p>A) Demonstrated experience with ultra-trace analyses for all parameters identified at Annex A, Appendix A, utilizing XAD-2 resin samples (where applicable).</p> <p>B) Demonstrated experience in processing samples similar to those found in Great Lakes waters for all listed analytes for both water and sediment</p> <p>Submit summary of previous relevant work including experience in processing samples similar to those found in the Great Lakes.</p>	20
R2	<p>Demonstrated ability to achieve appropriate detection limits and laboratory blanks to meet data quality objectives. Blank correction or subtractions for determination of sample concentration are not to be used.</p> <p>Submit current Method Detection Limits and recent (within the last year) blank data for XAD methods for each chemical class listed in Annex A1.</p>	35
R3	<p>Demonstrated extent of the use of surrogate spikes, as well as Certified Reference Material (CRMs) and Standard Reference Material (SRMs). Preference will be given for methodologies that utilize C₁₃ or other stable isotope labeled surrogates to assess and ensure data quality.</p> <p>Identify all surrogates, CRMs & SRMs to be used.</p>	10
R4	<p>Percent recovery of surrogate spikes, CRMs and SRMs, as determined with XAD-2 resin blank samples.</p> <p>Submit recent data (within the last year)</p>	5
R5	<p>Effectiveness of quality control program as demonstrated in relevant Performance Evaluation (PE) studies.</p> <p>Provide a list of all Performance Evaluation(PE) studies and scores within the last year.</p>	5
R6	<p>Bidders organization and personnel, its relevant experience in project management, contract supervision; facilities and equipment.</p> <p>The Bidder should demonstrate the background experience and resource capabilities of its organization and key personnel as it relates to this requirement</p>	5
R7	<p>Ability to meet 6-week turnaround time as demonstrated in previous contracts of a similar nature, and which had similar data quality objectives or results.</p> <p>Provide performance charts of turn around times for like analyses.</p>	10
R8	<p>Demonstrate the capacity of generating sample data in the Envirodat format</p> <p>Provide Details</p>	5
R9	<p>Bidder demonstrates that they have CALA and/or SCC accreditation for the BFR, PFC and Glyphosate chemical classes</p> <p>Provide accreditations</p>	5
TOTAL	(Minimum Point required: 65 points)	100



ANNEXE « B » CRITÈRES D'ÉVALUATION

EXIGENCES OBLIGATOIRES

Toute proposition qui ne rencontre pas les critères obligatoires suivants sera considérée non recevable et ne recevra aucune considération supplémentaire. Les mots «devrait», «essentiel», «doit», «sera» et «requis» dans la demande de proposition doivent être interprétés comme exigences obligatoires

	Exigences obligatoires	Rencontrées/Non rencontrées
M1	Les soumissionnaires doivent être accrédités au niveau équivalent d'accréditation ISO Guide 25 ou 17025 et lorsqu'applicable, certifiés pour les classes chimiques spécifiques d'intérêt. Spécifiquement les Ignifuges bromés (IB), les BPC, les pesticides organochlorés, les PCDD/F, les CPF dans l'eau et les sédiments.	
M2	Le soumissionnaire doit posséder 3 années d'expérience dans le conditionnement de la résine XAD-2 à une qualité qui rencontrerait les objectifs de qualité des données, et dans le remplissage des colonnes pour l'usage sur le terrain.	
M3	Le soumissionnaire doit posséder 3 années d'expérience dans l'utilisation des techniques ultra-traces pour les analyses de contaminants organiques utilisant des échantillons de résine XAD-2 qui rencontrerait les objectifs de qualité des données.	
M4	Les soumissionnaires doivent soumettre la description par rapport à leur rencontre des limites de détection basées sur la méthodologie analytique des sédiments et de l'eau, des HAP parents et alkyles et du Glyphosate tel qu'indiqué dans la Liste des paramètres, à l'Annexe A.	
M5	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a été soumis au Test d'évaluation du rendement pour les PBDE, les PCDD/F et les CPF.	
M6	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a la capacité d'effectuer toutes les analyses à l'interne et qu'il ne sous-contractera pas d'autres laboratoires pour ce mandat.	



ANNEXE « B » CRITÈRES D'ÉVALUATION

CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS

FACTEUR	CRITÈRES	POINTS
R1	<p>A) Expérience démontrée des analyses ultra-traces pour tous les paramètres identifiés à l'Annexe A, utilisant des échantillons de résine XAD-2 (lorsqu'applicable).</p> <p>B) Expérience démontrée dans le traitement d'échantillons comparables à ceux trouvés dans les eaux des Grands Lacs pour tous les analytes listés pour l'eau et les sédiments.</p> <p><i>Soumettre le résumé du travail antérieur pertinent incluant l'expérience dans le traitement d'échantillons comparables à ceux trouvés dans les eaux des Grands Lacs.</i></p>	20
R2	<p>Capacité démontrée pour atteindre les limites de détection et les blancs de laboratoire appropriés afin de rencontrer les objectifs de qualité des données. La correction ou les soustractions de blanc pour la détermination de la concentration des échantillons ne doivent pas être utilisées.</p> <p><i>Soumettre les limites de détection de la méthode courantes et les données de blanc récentes (de la dernière année) pour les méthodes XAD pour chacune des classes chimiques listée à l'Annexe A1.</i></p>	35
R3	<p>Étendue démontrée de l'usage d'ajouts connus substitués, ainsi que des Matériaux de référence certifiés (CRM) et des Matériaux de référence étalons (SRM). La préférence sera accordée aux méthodologies qui utilisent des substitués marqués de C₁₃ ou d'autres isotopes stables pour évaluer et assurer la qualité des données.</p> <p><i>Identifier tous les ajouts connus, les CRM et les SRM à être utilisés.</i></p>	10
R4	<p>Le pourcentage de recouvrement des ajouts connus substitués, des CRM et des SRM, tel que déterminé au moyen des blancs d'échantillon de résine XAD-2.</p> <p><i>Soumettre les données récentes (de la dernière année)</i></p>	5
R5	<p>L'efficacité du programme de contrôle de la qualité telle que démontrée dans les études pertinentes d'Évaluation du rendement (ER).</p> <p><i>Fournir une liste de toutes les études et des cotes d'Évaluation du rendement (ER) de la dernière année.</i></p>	5
R6	<p>L'organisation et le personnel du soumissionnaire, son expérience pertinente dans la gestion de projet, dans la supervision de contrat; les installations et l'équipement.</p> <p><i>Le soumissionnaire devrait démontrer l'expérience préliminaire et les capacités en ressources de son organisation et de son personnel clé alors qu'elles sont reliées à cette exigence</i></p>	5
R7	<p>La capacité de rencontrer le délai d'exécution de six semaines telle que</p>	10



	démontrée dans les contrats précédents de nature comparable, et qui comportaient des objectifs de qualité des données ou des résultats comparables. Fournir les graphiques de performance des délais d'exécution pour des analytes semblables.	
R8	Démontrer la capacité de générer des données sur les échantillons en format Envirodat. Fournir les détails	5
R9	Le soumissionnaire démontre qu'il possède l'accréditation CALA et/ou SCC pour les classes chimiques des IB, des CPF et du Glyphosate. Fournir les accréditations	5
TOTAL	(Points minimum requis: 65 points)	100



ANNEXE « C » / ANNEX « C » PROPOSITION FINANCIÈRE / FINANCIAL PROPOSAL

LES PROPOSANTS NE DOIVENT PAS MODIFIER LE PRÉSENT FORMULAIRE / THE
ORFFEROR MUST NOT MODIFY THE PRESENT FORM

**REEMPLIR ET JOINDRE À VOTRE SOUMISSION, À LA DATE DE CLÔTURE/ COMPLETE AND
INCLUDE TO YOUR PROPOSAL AT CLOSING DATE**

Nom du proposant/ Bidder's name: _____

Adresse / Address : _____

No de téléphone / Phone number : _____

No de télécopieur / Fax number: _____

_____ \$

TPS / GST _____ \$

TVQ / QST _____ \$

TVH (s'il y a lieu)/ HST (if applicable) _____ \$

TOTAL _____ \$

J'ai/Nous avons l'autorité d'engager la société / les associés / le
propriétaire unique / le consortium. /

I/We have authority to bind the Corporation / Partnership/Sole Proprietorship /
consortium.

Nom / Name

Signature

Titre / Title

Date



ANNEX « C1 » BASIS OF PAYMENT

Prices are to be firm unit prices in Canadian funds including Canadian customs duties, excise taxes, FOB destination including any delivery charges *except as noted below. Goods and Services Tax (GST) or Harmonized Sales Tax (HST) extra, as applicable.

*Environment Canada will be responsible for paying all transportation charges for the resin columns to and from the contract laboratory.

The usage provided below is an estimate and is provided for evaluation purposes only. Bidders **must** provide a price for all items detailed below even if there is no estimated usage given.

	DESCRIPTION	USAGES	YEAR			
			CONTRACT YEAR (A)	OPTION 01 (B)	OPTION 02 (C)	
1	Preparation of XAD-2 resin columns in batches of 19 columns. Cost of the resin column preparation is to include: Purchasing resin Cleaning resin Cleaning columns ¹ Cleaning retaining rings Packing Teflon columns with approximately 50g clean XAD II resin Applying Lab grade Teflon Tape to fittings and to secure each of column ends with fittings and plugs.	3 batches	\$ _____ Per batch of 19 columns	\$ _____ Per batch of 19 columns	\$ _____ Per batch of 19 columns	
			\$ _____ Per individual column	_____ Per individual column	_____ Per individual column	
2	Extraction of XAD-2 resin sample by Soxhlet, in batches up to 15 samples	50 samples	\$ _____ Per sample	\$ _____ Per sample	\$ _____ Per sample	
3	Extraction of Glass fibre filters (suspended sediment) samples by Soxhlet, in batches up to 15 samples at a time.	50 samples	\$ _____ Per sample	\$ _____ Per sample	\$ _____ Per sample	
4	Extraction of whole water samples	50 samples	\$ _____ Per sample	\$ _____ Per sample	\$ _____ Per sample	
5	Extraction of sediment	50 samples	\$ _____ Per sample	\$ _____ Per sample	\$ _____ Per sample	
6	Analyses of the following parameters. Analyses on more than one parameter per sample is required.					
A	OC Pesticides	Resin	50 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	100 analyses	\$ _____	\$ _____	\$ _____

¹ Estimated usage per year



				Per analysis	Per analysis	Per analysis
		Water	50 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
B	PCB Congeners	Resin	50 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	100 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Water	10 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
C	Brominated resin Diphenylethers	Resin	30 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	50 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Water	50 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
D	Dioxin and Furans	Resin	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	15 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Water	15 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
E	Chloronaphthalenes	Resin	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	10 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Water	10 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
F	Acid Herbicides	Resin	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Water	40 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
G	Pyrethroid	Resin	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Water	40 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
H	Pharmaceutical personal care products	Resin	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	20 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Water	40 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
I	Carbamates	Resin	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis



				Per analysis	Per analysis	Per analysis
		Water	20 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
J	Glyosate	Resin	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Water	50 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
K	Perfluorocarboxylate (PFC) Compounds	Resin	N/A	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Sediment	20 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
		Water	20 analyses	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis	\$ _____ Per analysis
TOTAL (Add lines 1 to 6K for each column)				\$ _____ (A)	\$ _____ (B)	\$ _____ (C)

TOTAL COST (Add column A+B+C)	\$ _____
--------------------------------------	----------



ANNEXE « C1 » BASE DE PAIEMENT

Les prix doivent être des prix unitaires fermes en devises canadiennes incluant les droits de douane canadienne, les taxes d'accise, la destination FAB incluant toutes charges de livraison* sauf celles notées ci-dessous. La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, lorsqu'applicable.

*Environnement Canada sera responsable du paiement de toutes charges de transport pour les colonnes de résine vers et depuis le laboratoire contractant.

L'usage donné ci-dessous est une estimation et est fourni pour les besoins de l'évaluation seulement. Les soumissionnaires **doivent** fournir un prix pour tous les éléments détaillés ci-dessous même si aucun usage évalué n'est donné.

	DESCRIPTION	USAGES	ANNÉE		
			CONTRAT ANNÉE (A)	OPTION 01 (B)	OPTION 02 (C)
1	Préparation des colonnes de résine XAD-2 en lots de 19 colonnes. Le coût de préparation des colonnes de résine doit inclure: L'achat de la résine Le conditionnement de la résine Le conditionnement des colonnes ² Le conditionnement des anneaux de retenue Le remplissage des colonnes avec environ 50g de résine XAD-2 conditionnée L'application d'un ruban d'étanchéité en Téflon de catégorie pour laboratoire aux raccords de tuyauterie et de fixer solidement chacune des extrémités des colonnes avec des raccords de tuyauterie et des bouchons.	3 lots	\$ _____ Par lot de 19 colonnes	\$ _____ Par lot de 19 colonnes	\$ _____ Par lot de 19 colonnes
			\$ _____ Par colonne individuelle	_____ Par colonne individuelle	_____ Par colonne individuelle
2	L'extraction des échantillons de résine XAD-2 par Soxhlet, en lots jusqu'à 15 échantillons	50 échantillons	\$ _____ Par échantillon	\$ _____ Par échantillon	\$ _____ Par échantillon
3	L'extraction des échantillons de sédiments en suspension sur filtres en fibre de verre par Soxhlet, en lots jusqu'à 15 échantillons à la fois.	50 échantillons	\$ _____ Par échantillon	\$ _____ Par échantillon	\$ _____ Par échantillon
4	L'extraction d'échantillons d'eau totale	200 échantillons	\$ _____ Par échantillon	\$ _____ Par échantillon	\$ _____ Par échantillon

² Usage estimé par année



5	L'extraction de sédiments		200 échantillons	\$ _____ Par échantillon	\$ _____ Par échantillon	\$ _____ Par échantillon
6	Les analyses des paramètres suivants. Les analyses sur plus d'un paramètre par échantillon sont requises.					
A	Pesticides OC	Résine	50 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Sédiments	100 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	50 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
B	Congénères de BPC	Résine	50 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Sédiments	100 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	20 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
C	Éthers diphenyliques polybromés (EDP)	Résine	30 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Sédiments	20 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	20 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
D	Dioxines et Furanes	Résine	N/A	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Sédiments	15 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	15 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
E	Bisphénol A	Résine	N/A	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Sédiments	10 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	10 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
F	Hexabromocyclododécane	Résine	N/A	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Sédiments	40 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	N/A	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
G	Herbicides du type phénoxy	Résine	N/A	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Sédiments	N/A	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	40 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
H	Glyphosate	Résine	N/A	\$ _____	\$ _____	\$ _____



				Par analyse	Par analyse	Par analyse
		Sédiments	N/A	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	40 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
I	HAP	Résine	10 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Sédiments	200 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	100 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
J	Composés perfluorocarboxylates (CPF)	Résine	N/A	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Sédiments	50 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	50 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
K	Esters phtaliques	Résine	N/A	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Sédiments	20 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
		Eau	20 analyses	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse	\$ _____ Par analyse
TOTAL				\$ _____ (A)	\$ _____ (B)	\$ _____ (C)

COÛT TOTAL (Additionner les colonnes A+B+C)	\$ _____
--	----------



ANNEXE « D »

ATTESTATION ANCIEN FONCTIONNAIRE – BESOINS CONCURRENTIELS

**REEMPLIR (PAR CHAQUE PERSONNE ASSIGNÉE AU CONTRAT) ET JOINDRE À VOTRE
SOUSSION, À LA DATE DE CLÔTURE**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la pension de la fonction publique, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- e. un individu;
- f. un individu qui s'est incorporé;
- g. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- h. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi



sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPPF, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l' Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **Oui () No ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.



Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que les renseignements fournis par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus sont exacts et complets.

Signé/Nom d’empreinte

Date



ANNEX « D »

FORMER PUBLIC SERVANT CERTIFICATION – COMPETITIVE REQUIEREMENT

To be completed (by each of the contractor's employees assigns to the contract) and attach to your submission

Contracts with former public servants (FPS) in receipt of a pension or of a lump sum payment must bear the closest public scrutiny, and reflect fairness in the spending of public funds. In order to comply with Treasury Board policies and directives on contracts with FPS, bidders must provide the information required below.

Definitions

For the purposes of this clause, "former public servant" is any former member of a department as defined in the *Financial Administration Act*, R.S., 1985, c. F-11, a former member of the Canadian Armed Forces or a former member of the Royal Canadian Mounted Police. A former public servant may be:

- a. an individual;
- b. an individual who has incorporated;
- c. a partnership made of former public servants; or
- d. a sole proprietorship or entity where the affected individual has a controlling or major interest in the entity.

"lump sum payment period" means the period measured in weeks of salary, for which payment has been made to facilitate the transition to retirement or to other employment as a result of the implementation of various programs to reduce the size of the Public Service. The lump sum payment period does not include the period of severance pay, which is measured in a like manner.

"pension" means, a pension or annual allowance paid under the *Public Service Superannuation Act* (PSSA), R.S., 1985, c.P-36, and any increases paid pursuant to the *Supplementary Retirement Benefits Act*, R.S., 1985, c.S-24 as it affects the PSSA. It does not include pensions payable pursuant to the *Canadian Forces Superannuation Act*, R.S., 1985, c.C-17, the *Defence Services Pension Continuation Act*, 1970, c.D-3, the *Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act*, 1970, c.R-10, and the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*, R.S., 1985, c.R-11, the *Members of Parliament Retiring Allowances Act*, R.S., 1985, c.M-5, and that portion of pension payable to the *Canada Pension Plan Act*, R.S., 1985, c.C-8.

Former Public Servant in Receipt of a Pension

As per the above definitions, is the Bidder a FPS in receipt of a pension? **Yes () No ()**



If so, the Bidder must provide the following information, for all FPS in receipt of a pension, as applicable:

- a. name of former public servant;
- b. date of termination of employment or retirement from the Public Service.

By providing this information, Bidders agree that the successful Bidder's status, with respect to being a former public servant in receipt of a pension, will be reported on departmental websites as part of the published proactive disclosure reports in accordance with Contracting Policy Notice: 2012-2 and the Guidelines on the Proactive Disclosure of Contracts.

Work Force Reduction Program

Is the Bidder a FPS who received a lump sum payment pursuant to the terms of a work force reduction program? **Yes () No ()**

If so, the Bidder must provide the following information:

- a. name of former public servant;
- b. conditions of the lump sum payment incentive;
- c. date of termination of employment;
- d. amount of lump sum payment;
- e. rate of pay on which lump sum payment is based;
- f. period of lump sum payment including start date, end date and number of weeks;
- g. number and amount (professional fees) of other contracts subject to the restrictions of a work force reduction program.

For all contracts awarded during the lump sum payment period, the total amount of fees that may be paid to a FPS who received a lump sum payment is \$5,000, including the Goods and Services Tax or Harmonized Sales Tax.

Certification

By submitting a bid, the Bidder certifies that the information submitted by the Bidder in response to the above requirements is accurate and complete.

Signed

Date